

UNION
INTERNATIONALE
DES HUISSIERS
DE JUSTICE
ET OFFICIERS
JUDICIAIRES

INTERNATIONAL
ASSOCIATION
OF JUDICIAL
OFFICERS



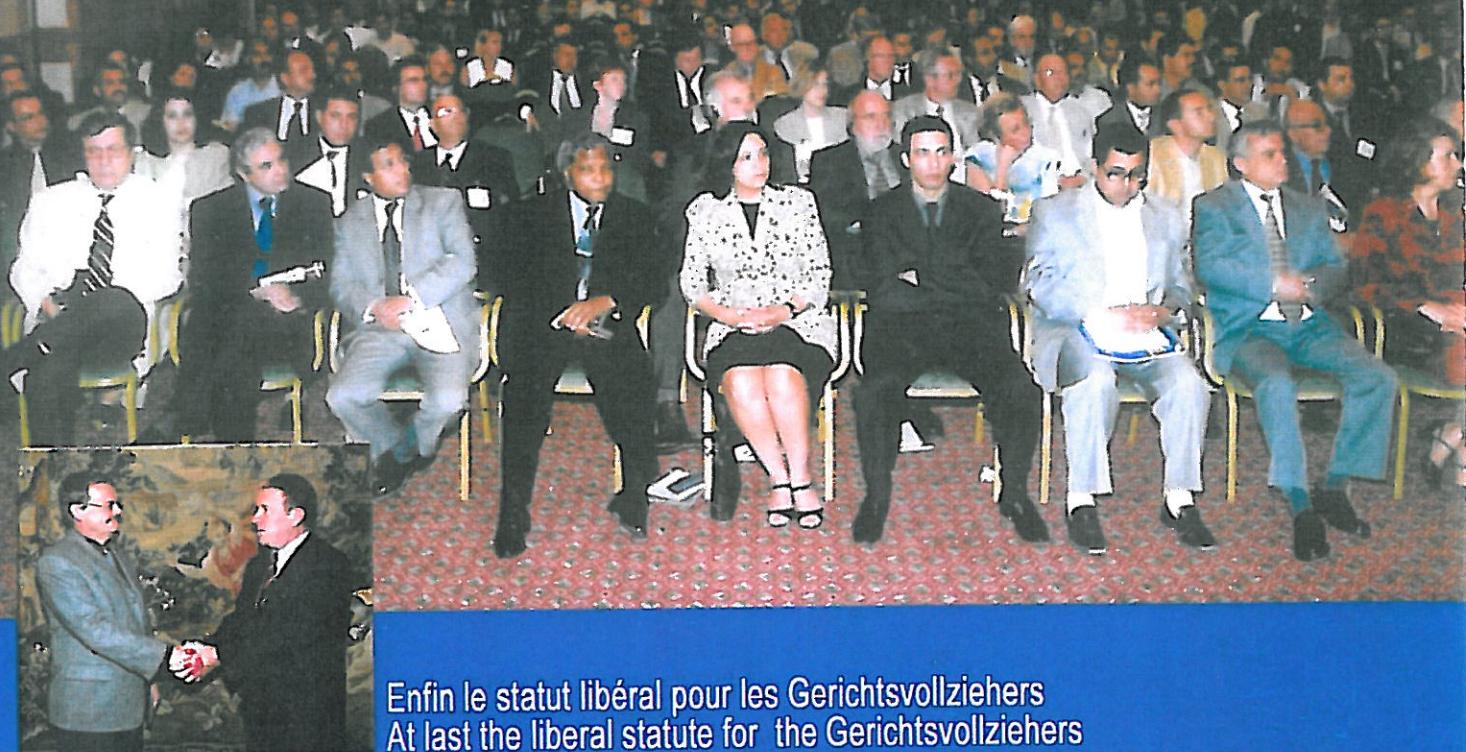
MAGAZINE

International



Le nouveau bureau de l'UIHJ
The new board of UIHJ

Spécial Congrès International de Tunis



Enfin le statut libéral pour les Gerichtsvollziehers
At last the liberal statute for the Gerichtsvollziehers

Semestriel - Janvier/Juin 2004 - N° 16
Biannual - Janury/June 2004 - N° 16

SOMMAIRE

EDITORIAL

Les huissiers de justice face aux défis de l'électronique 1

IN MEMORIAM

Alexander 'Sandy' Walker 3 juillet 1938 - 29 avril 2003 5

EUROPE

Réunion des présidents européens de l'UIHJ 7

ALLEMAGNE

Congrès national des huissiers de justice allemands
Stuttgart 15/16 mai 2002 10

PORTUGAL

Intronisation des avoués exécutifs au Portugal : une naissance
tant attendue ! 12

FEDERATION DE RUSSIE

L'UIHJ préte à accueillir 100 000 huissiers de justice russes 16

FRANCE

Les huissiers de justice français et l'immobilier 20

EUROPE

Synthèse de l'audition par le Conseil de l'Europe d'une
délégation de l'UIHJ 24

MOLDAVIE

Les huissiers de justice moldaves 29

MACEDOINE

Des réformes pour les futurs membres de l'Union européenne 33

CONSEIL DE L'EUROPE BULGARIE

L'UIHJ associée à la création du Centre européen de formation
sur l'exécution (CEFE) 36

HONGRIE

Réunion préparatoire du prochain conseil permanent
européen de l'UIHJ 39

SLOVENIE

Les huissiers de justice Slovènes cherchent des solutions à
l'engorgement des tribunaux 41

LETTONIE

Un système libéral pour les huissiers de justice lettons 43

ONU

56^e assemblée générale DPI-ONG 45

ETAT-UNIS

Rencontre avec Process Forwarding International (PFI) 47

Rencontre avec le président de l'American Law Institute 49

Sénégal

Conférence des présidents des chambres nationales
d'Afrique de la Zone OHADA à Dakar le 17 octobre 2003 50

Burkina Faso

L'UFOHJA poursuit ses missions de formation en Afrique 52

Congrès de Tunis

Cérémonie solennelle d'ouverture 54

Allocution de Me Yacine Sene, présidente du congrès 57

Séance audiovisuelle 58

Conférence Internationale sur la globalisation et la mondialisation
du droit (8 mai 2003) 59

Panel sur la création d'un espace de justice mondial 67

Table ronde sur les biens insaisissables 68

Cérémonie de clôture 70

Conseil Permanent Election du nouveau bureau (9 mai 2003)

Jacques Isnard a été réélu à la présidence (2003 - 2006) 72

Formidable Tunisie 73

Interviews 77

Double coup de chapeau 87

EDITORIAL

Bailiffs facing the challenges of electronics 3

IN MEMORIAM

Alexander 'Sandy' Walker 3rd July 1938 - 29th April 2003 6

EUROPE

Meeting of the European presidents of UIHJ 7

GERMANY

National congress of German bailiffs Stuttgart 15/16 May 2002 11

PORTUGAL Ceremonies for the solemn swearing-in of
enforcement solicitors 14

RUSSIAN FEDERATION

The UIHJ prepares to welcome 100,000 Russian bailiffs 18

FRANCE French bailiffs and the property sector 22

EUROPE

Report on the hearing of a delegation of UIHJ by the
Council of Europe 26

MOLDOVA

Bailiffs in Moldova 31

MACEDOINE

Preparing reforms in Macedonia 34

CONSEIL DE L'EUROPE BULGARIE

The UIHJ participates in the creation of the European
Enforcement Training Centre (EETC) 37

HUNGARY

Preparatory meeting for the next UIHJ European
permanent council meeting 40

SLOVENIA

Slovenia: finding ways to solve the backlog 42

LATVIA

Latvian bailiffs: the liberal statute 44

UN

56th DPI/NGO Annual Conference 46

USA

Meeting with Process Forwarding International (PFI) 48

Etat-Unis

Meeting with the president of the American Law Institute 49

Sénégal

Conference of the chairmen of the African national chambers in the
OHADA zone in Dakar on October 17, 2003 51

Burkina Faso

The UFOHJA is continuing its training assignments in Africa 53

Congrès de Tunis

Formal opening ceremony 55

Speech made by Ms. Yacine Sene, president of the congress 57

Audiovisual session 58

Tunis Conference

International Conference on the Globalisation and
Internationalisation of Law (8 May 2003) 63

The creation of a world wide area of justice 67

Round table on non-seizable property 69

The closing ceremony 71

Congrès de Tunis

Permanent Council - Election of a new board (9 May 2003) Jacques
Isnard was Re-elected as President (2003 - 2006) 72

Tunis Conference

Wonderful Tunisia! 75

Interviews 82

Tunis Congress

Hats off to Luisa Lozano and the Conference Gazette! 88

UHIJ MAGAZINE, magazine semestriel d'information de l'Union internationale des huissiers de justice et officiers judiciaires

Directeur de la publication: Me Jacques Isnard

Rédacteur en chef: Me Roger Dujardin

Kipdorp 42 - B - 2000 Antwerp

Comité de rédaction:

Me Alexandre Walker (Ecosse)

Me Jean-Paul Spinelli (France)

Edition - réalisation: Vision7

Tél / Fax : (216) 71 35 38 29

Impression: Imprimerie A B C

Zone Industrielle Z4, Tunis

Tél / Fax : (216) 71 42 83 48

Union internationale des huissiers de justice et officiers judiciaires : 42, rue de Douai - 75009 Paris
Tél: 01.49.70.12.87 - Fax: 01.49.70.15.87.

Les huissiers de justice face aux défis de l'électronique

Comment les huissiers de justice peuvent-ils concilier progrès technologiques et techniques d'intervention ?



En effet, dès qu'il s'agit de forcer le sanctuaire, par principe inviolable des institutions judiciaires tout espoir de progrès reste velléitaire.

L'écueil est d'importance si l'on s'avise d'intégrer dans nos méthodes de travail et, singulièrement dans la signification, les appoints de l'électronique.

Il est vain, de surcroît, d'imaginer apprivoiser le modernisme si le noyau central du dispositif, c'est-à-dire l'autorité judiciaire travaille encore à la plume d'oie ?

Exagérerions-nous la situation ?

Nos collègues et amis process-servers de PFI qui collectent, en qualité de sous-traitant de l'Autorité centrale américaine, tous les actes en provenance de l'étranger vous diraient, mieux que quiconque, leur surprise face à des formulaires remplis à la main, avec un soin douteux, par des administrations dépendant d'Etats figurant pourtant, parmi les plus développés technologiquement de la planète.

Le produit signature électronique fraîchement livré sur les aires de cogitation des grands pays européens a provoqué un mini séisme juridique, suscitant ça et là une remise en cause de principes juridiques jusqu'alors solidement établis (ex. la preuve).

Mais rien n'est encore joué. En effet certains Etats ont réduit la portée de leurs démarches, pendant que d'autres y trouvaient matière à explorer des secteurs périphériques (ex :acte authentique -France). Au demeurant l'initiative communautaire ne pourra être que peu directive.

On retiendra de cette brève réflexion, que dans un domaine aussi sensible que celui du développement technologique des institutions judiciaires, ceux qui ont en charge de légiférer et d'imposer les mesures restent, en définitive, de pâles agents de propagande.

Mais revenons, à la communication et à son support instrumentalisé : la signification . Il n'est, sans nul doute plus bel outil que celui de la signification pour caractériser la fonction majeure des huissiers de justice. Ceci est d'un tel truisme, que la plupart des pays européens qui ont récemment adopté le statut libéral de l'huissier de justice, mais en limitant l'activité aux seules mesures d'exécution, s'interrogent déjà sur l'opportunité d'introduire la signification dans leur législation, du moins dans le domaine transnational

Qu'il s'agisse de l'Europe, du Canada, des Etats-Unis, voire de l'Afrique, la question se pose de savoir comment une profession telle que la notre peut s'arrimer au mouvement des nouvelles technologies.

Les huissiers de justice partagent ce paradoxe qui consiste, d'une part à porter le flambeau de l'information judiciaire et d'autre part à souffrir cette sorte d'immobilisme latent qui paralyse la sphère administrative qui l'entoure.

L'UIHJ a consacré de nombreuses études et publications sur le thème de la signification et de la transmission des actes. Mêmes les moins avertis, parmi les huissiers de justice, savent combien la signification, héritage de notre histoire et perle de notre patrimoine corporatif, est piétinée, parfois avec mépris, par quelques inconditionnels de la missive, nostalgique d'un 19^e siècle ou la poste savait, mieux qu'aujourd'hui, atteindre depuis un village de France, un destinataire niché à Londres, en moins de quatre jours !

Seraient-ils en mesure, ces chantres de la communication épistolaire thuriféraires de la notification d'administrer un souffle de modernisme dans leur propre service ?... Sachant que, dans l'UE, le délai moyen de transmission et de retour d'un acte est encore de 52 jours (contre 13 jours pour une signification après transmission d'huissier de justice à huissier de justice) !

Pour renforcer l'efficacité des opérations de signification et améliorer la rapidité dans les échanges, la Conférence de La Haye de droit international privé a entrepris dès 1999 une vaste étude sur les " échanges de données informatisées ". Cette réflexion a abouti, en septembre 2000 à Genève, à une table ronde destinée à promouvoir la transmission et la signification des actes en l'adaptant aux techniques de l'électronique. L'intérêt de cette réunion a consisté à tracer, de façon précise, la démarcation entre la transmission - qui est l'envoi entre autorités centrales ou (officiers ministériels) d'un acte- et la signification qui est la remise de l'acte à son destinataire par un agent habilité. Le projet vise à promouvoir la transmission des actes par voie électronique mais l'hypothèse de la signification par voie électronique a également été examinée. Les deux cas doivent nécessairement être dissociés, car la signification électronique est peu réaliste au regard de l'insuffisance des équipements domestiques des différentes populations et nous croyons inopportun de créer un mode de signification international sélectif.

Depuis cette date, l'idée de transmission des actes par voie électronique a été reprise d'abord au stade de l'UE (règlement du 29 mai 2000 art. 4 prévoyant la transmission " par tout moyen approprié ") puis par la Conférence de La Haye dans son rapport adressé à la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

Dans un autre registre, le Conseil de l'Europe (recommandation sur l'exécution) propose, à son tour la signification électronique pour améliorer l'efficacité des procédures d'exécution tandis que le projet de Titre exécutoire européen (TEE) (art. II-d) prévoit comme mode de signification de l'acte introductif d'instance, la signification " par des moyens électroniques comme la télécopie ou le courrier électronique ".

La profession ne doit pas manquer le rendez-vous des nouvelles technologies. Encore ne devra-t-elle pas confondre, entre transmission et signification des actes et encore devra-t-elle veiller à privilégier l'information et à sauvegarder la phase subséquente au procès : celle de l'exécution.

Pour ce faire, tous les acteurs intéressés doivent se doter des moyens nécessaires à l'éclosion d'une transmission électronique généralisée, répondant à des critères conventionnels de rapidité et de sécurité en offrant, de surcroît, la garantie d'un tarif clair et pré-établissement.

En revanche, le réalisme impose de n'envisager la signification électronique qu'à terme, après qu'un plus grand nombre d'administrations et de foyers domestiques aient été gagnés par l'attrait des échanges électroniques.

Ainsi se situent les enjeux...

Des enjeux qui sont autant de défis que les huissiers de justice avec, à leur côté l'UIHJ, sont en mesure de relever.

**Jacques Isnard
Président de l'UIHJ**



Bailiffs facing the challenges of electronics

How can bailiffs reconcile technological progress with intervention techniques?

The question of how a profession like ours can respond to new technological trends is being examined in Europe, Canada, the United States and Africa alike.

Bailiffs are faced with a paradox which consists, on the one hand, of upholding judicial information and, on the other, suffering from the latent immobility which paralyses the surrounding administrative sphere.

All hopes of progress remain irresolute due to the inviolable principles of the judicial institutions when attempts are made to force open the sanctuary.

We face serious difficulties when we attempt to integrate electronics in our working methods particularly as regards notification.

It is impossible to gain any kind of control over modernism if the central core of the system, namely the judicial authorities, is still writing with quills.

Are we exaggerating the situation?

Our PFI process server colleagues and friends who, in their capacity as subcontractors of the central American authorities, collect all the documents received from abroad are as surprised as anyone by the forms completed by hand, with dubious precision, by defendant administrations of States which are nevertheless among the most highly developed on the planet in terms of technology.

The electronic signature product, freshly delivered to the nerve centres of leading European countries, has sparked a legal earthquake which in turn raises questions about the legal principles which up until now were firmly established (e.g. evidence).

But nothing is set in stone. Certain States have in fact reduced the scope of their procedures, whilst others have found ways of exploring peripheral sectors (e.g. official deeds - France). The directive nature of the community initiative will inevitably be limited at the outset.

We should be aware that, in an area as sensitive as the technological development of judicial institutions, those in charge of establishing laws and imposing measures remain simple propaganda agents at the end of the day.

But let us consider the issue of communication and its instrumental medium, the physical service of documents. There is undoubtedly no better tool than the physical service of documents to characterise the major function of a bailiff. This fact is so true that most European countries which have recently adopted a liberal status for bailiffs, but which limit the activity to enforcement measures, are already considering the possibility of introducing the service in their legislation, at least at trans-national level.

The UIHJ has devoted numerous studies and publications to the subject of service and transmission of documents. Even the less well-informed members of the bailiff's profession are aware of the extent to which physical service of documents, the heritage of our history and pearl of our corporative background, is quashed and sometimes despised by certain ardent supporters of the mail who hark back to the 19th century when postmen were more capable than they are today of seeking out a hidden destination in London from a village in France in less than four days!

Would these exalters of the epistolary communication of physical service of documents be capable of conferring a touch of modernity on their own service? It is interesting to note that the average time required in the EU to transmit and return a document is still 52 days (compared with 13 days for service transmitted between bailiffs)!

In order to enhance the efficiency of physical service of documents operations and increase the rapidity of exchanges, the Hague Conference on private international law launched a major study in 1999 on "computer data exchanges". This study culminated in September 2000 in Geneva in a round table discussion intended to promote the transmission and service of documents by adapting electronic techniques. The aim of this meeting was to identify precisely the difference between transmission (sending a document between central authorities or ministerial officers) and physical service of documents (issuing a document to its recipient by an authorised agent). The project is intended to promote the electronic transmission of documents, but the subject of electronic service of document was also examined. The two cases will inevitably have to be dissociated, as electronic service of document is unrealistic in view of the general insufficiency of domestic equipment and we consider it inappropriate to create a selective international service method.

Since this date, the idea of transmitting documents by electronic means has been examined by the EU (regulation of 29 May 2000, article 4 providing for transmission "by all appropriate means) and the Conference of The Hague in its report addressed to the United Nations Commission for international commercial law (CNUDCI).

In a different context, the Council of Europe (recommendation on enforcement) put forward the idea of electronic service of document to improve the efficiency of enforcement procedures, whilst the European enforceable title project (EET) (article 11 - d) provides for service "by electronic means such as fax or email" for the service of introductory proceedings documents.

The profession must keep up with new technological developments. There must not be any confusion between the transmission and the service of documents and care must be taken to favour information and protect the subsequent stage in the procedure, namely enforcement.

In order to fulfil these requirements, the players involved must obtain the means required for the development of generalised electronic transmission which fulfil the contractual conditions of rapidity and security whilst guaranteeing clear, pre-established rates.

However, the introduction of electronic service of documents can only realistically be imagined in the long term when more administrations and domestic households have been convinced by the advantages of electronic exchanges.

These are the challenges facing us at present.

They are challenges which bailiffs are capable of facing, with the support of the UIHJ.

**Jacques Isnard
Chairman of the UIHJ**



Alexander 'Sandy' Walker

3 juillet 1938 - 29 avril 2003

Oraison funèbre prononcée dans l'église paroissiale de Carmunnock le 6 mai 2003 par M. Leo Netten, premier vice-président de l'Union internationale des huissiers de justice (UIHJ)

Au nom du président Jacques Isnard, au nom du conseil d'administration de l'Union internationale des huissiers de justice (U.I.H.J.) et au nom de tous ses confrères dans plus de cinquante pays de tous les continents du monde, j'ai l'honneur de rendre hommage à la mémoire de quelqu'un qui était et qui sera toujours une personne exceptionnelle et irremplaçable dans notre organisation.

Membre de l' U.I.H.J. depuis trente ans, notre ami Sandy Walker a contribué activement et effectivement à son développement. Tout d'abord avec son compagnon de voyage, feu Baudouin Gielen, ensuite en tant que Secrétaire Permanent des membres anglo-saxons de l'U.I.H.J., et enfin pendant trois ans comme membre effectif du conseil d'administration.

Cette carrière remarquable devait faire l'objet cette semaine d'un hommage spécial rendu à Sandy au cours du Congrès Mondial de Tunis.

C'est la première fois que Sandy n'assistait pas à un événement de l'U.I.H.J.

Sa femme June, ses fils et ses filles ainsi que ses proches, à qui nous aimerions exprimer nos plus sincères condoléances,

Savent tout aussi bien que nous à quel point Sandy était apprécié et à quel point il méritait de faire la promotion de son pays, l'Ecosse, et de ses traditions, au cœur même



des structures de l'U.I.H.J.

Alexander Walker était l'élégance personnifiée: élégant non seulement d'aspect mais avant tout, et c'est plus important, élégant de nature.

Sandy était élégant dans ses amitiés, dans sa générosité, dans la tristesse et dans la joie.

Il laisse une impression indélébile sur chacun de nous: notre ami Sandy Walker était et continuera à être une pierre angulaire de l'U.I.H.J.

* * * *

Nous sommes allés partout ensemble, depuis les bidonvilles de la ville du Cap jusqu'au Grand chancelier d'Angleterre, c'était à l'époque monsieur Geoffry Hoon -, nous avons ri ensemble, voyagé ensemble, discuté ensemble, bu un verre ensemble, tout ce que les amis font ensemble.

Tu n'as pu venir à notre dernière réunion de Paris, il y a une semaine et demi ; lorsque je t'ai appelé au téléphone, tu m'as dit que tu devais aller à l'hôpital le vendredi suivant; tu as ajouté qu'il serait possible que tu ne puisses venir à Tunis mais que tu serais certainement présent en Italie, un peu plus tard.

Lorsque j'ai téléphoné le mardi, on m'a dit que tu étais très, très mal et quelques heures plus tard tu t'es éteint. Nous ne nous verrons pas en Italie ni dans aucun autre pays du monde.

June et tout le reste de la famille, je puis vous assurer que dans le monde entier on se souviendra de Sandy, du Cap à Tunis, de Buenos Aires à Québec, d'Athènes à Oslo. Sandy, Adieu!

Alexander 'Sandy' Walker

3rd July 1938 - 29th April 2003

Funeral oration expressed in the Carmunnock Parish Church on the 6th of May 2003 by Mr. Leo Netten, First Vice-President of the International Association Of Judicial Officers (U.I.H.J.)

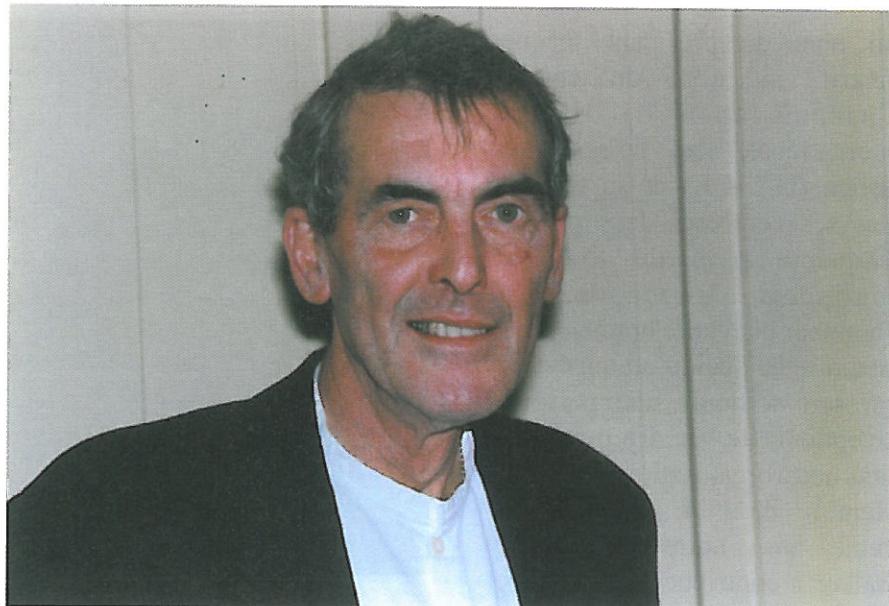
On behalf of the Chairman Jacques Isnard, on behalf of the Board of the International Association of Sheriff Officers and Judicial Officers (U.I.H.J.), and on behalf of all the fellow members in over fifty countries, in every continent of the world, I am honoured to pay tribute to the memory of someone who was and will continue to be an outstanding, irreplaceable person in our organisation.

A member of the U.I.H.J. for thirty years, our friend Sandy Walker made an active and effective contribution to its development. First of all with his fellow traveller, the late Baudouin Gielen, then as Permanent Secretary for the Anglo-Saxon members of the U.I.H.J., and finally for three years as an actual member of the Board.

This outstanding career was due to be punctuated this week with a special tribute to be paid to Sandy during the World Congress in Tunis.

This is the first time that Sandy has failed to attend a U.I.H.J. event.

His wife June, his sons and daughters and his nearest and dearest, to whom we would like to express our sincerest condolences, know just as well as we do how much Sandy was appreciated and how he much deserved the promotion of his country, Scotland, and its traditions, within the very heart of the U.I.H.J. Structures.



Alexander Walker was elegance personified : elegant not only in appearance but above all, and more importantly, elegant in nature.

Sandy was elegant in friendship, generosity, in sadness and joy. He made an indelible impression on all of us : our friend Sandy Walker was and will continue to be a cornerstone of the U.I.H.J.

* * * * *

We went everywhere together, from the township in Cape Town to the Lord Chancellor - then mister Geoffry Hoon -, we laughed together, travelled together, discussed together, had a drink together, everything that friends do together.

You couldn't come to our last Meeting in Paris one and a half

Week ago; when I phoned you, you said that you had to go to the hospital next day on Friday; you mentioned that it would be possible that you couldn't come to Tunis, but that you would be for sure in Italy, some time later.

When I phoned on Tuesday I was told that you were very, very bad and some hours later you faded away. We won't meet in Italy, neither in another country of this world.

June and all the rest of the family, I can assure you that Sandy will be remembered all over the world, from Cape-Town to Tunis, from Buenos Aires to Quebec, from Athens to Oslo.

Sandy, Adieu!





Réunion des présidents européens de l'UIHJ

Pour la quatrième année consécutive, Me Jacques Isnard, président de l'UIHJ réunissait le 25/09/2003 à Paris les présidents européens des chambres nationales membres de l'UIHJ

Le président Isnard, après avoir remercié l'ensemble des participants, a passé en revue les événements qui se sont déroulés depuis le congrès de Tunis, soulignant l'importance des retombées de ce congrès au niveau international.

L'année 2003 a vu une activité prolixe notamment en Allemagne où nous vivons un moment historique, puisque nos confrères ont décidé d'opter pour le statut libéral. Un travail de fond du président Gallo (qui vient d'être désigné aux commandes de la profession) et des autorités allemandes avec le soutien de l'UIHJ est actuellement réalisé pour mettre au point le nouveau statut. Souhaitons bonne chance à nos amis dans leur nouvelle entreprise.

Me Isnard félicitait Me Mignon, réélu à la tête de la chambre belge.

Au niveau des activités internationales de l'UIHJ, Me Isnard commentait l'importance de l'audition au Conseil de l'Europe sur l'idée de créer un statut standard de l'huissier de justice et sur la standardisation des mesures d'exécution.

Les débats qui ont suivi ont été savamment dirigés et modérés par Me Francis Guépin, membre de l'UIHJ et ancien président de la Chambre nationale des huissiers de justice de France.

Transmission électronique

La Conférence de La Haye vient d'être interpellée par la CNUDSI

(Commission des Nations unies pour le droit commercial international) afin de connaître les causes qui font obstacle au développement du commerce électronique. Il a été évidemment question de la signification par la voie électronique. Notre association ne peut adhérer à ce nouveau mode de signification électronique mais elle est favorable à la transmission électronique, c'est-à-dire à l'envoi des actes judiciaires entre autorités centrales ou entités d'origine par un système électronique. En effet, pour la sécurité juridique la remise physique par voie de signification doit toujours être effectuée par l'huissier de justice, c'est l'idée que l'UIHJ va défendre dans les mois à venir et ce avec le soutien de nos confrères américains de la NAPPS. Le contraire priverait le justiciable du conseil d'un professionnel. Non à la signification électronique, oui à la transmission des actes par cette méthode.

Des assises du recouvrement début 2004

Un grand projet tient particulièrement à cœur au président Isnard : le recouvrement. Il souhaite organiser début 2004, les assises du recouvrement. Nous savons l'importance de cette matière qui échappe aux huissiers de justice dans certains pays mais est primordiale pour toutes nos entreprises. Nous devons profiter

De l'expérience de certains de nos

Confrères européens pour tirer les leçons qui s'imposent dans cette période difficile pour l'ensemble des professionnels. Pourquoi défendre un statut libéral, si notre profession perd de la matière ? Il est urgent d'effectuer une prise de conscience. Nous avons la chance d'être organisé en réseau ce qui nous permet d'offrir une qualité de service et une réactivité qui nous aideront à retrouver une activité constante. Notre connaissance du droit et du terrain est irremplaçable.

De nombreux projets européens

Il a été ensuite examiné les différents projets de l'Union Européenne qui visent à réaliser la construction européenne dans le domaine de la Justice. Me Bernard Menut, membre de l'UIHJ, prenait la parole pour exposer la future injonction de payer européenne qui sera applicable aux créances incontestées. La parole était ensuite donnée à Me Mathieu Chardon qui a participé à une réunion de la Commission européenne sur l'application du règlement 1348 du 29 mai 2000. Un rapport sur l'application de ce règlement ainsi que les modifications pouvant éventuellement y être apportées par la Commission doit être effectué d'ici le 1er juin 2004.

L'UIHJ sait combien il est important de faire modifier certains articles du règlement et notamment réintroduire une transmission directe de professionnel à professionnel comme le prévoit

L'article IV du protocole annexé à la convention de Bruxelles du 27/09/1968 aujourd'hui devenu sans effet.

Un autre grand projet qui nous occupe depuis plus de dix ans était ensuite développé par Me Jean-Paul Spinelli, membre de l'UIHJ, il s'agit du TEE. Il a rappelé l'historique du TEE, enfant spirituel des huissiers de justice français qui avaient imaginé son élaboration lors du congrès des huissiers de justice français à Bordeaux en 1992. Le règlement qui entrera en vigueur en 2004 permettra au titre définitif ou reconnu par le débiteur de circuler d'un état à l'autre sans exequatur. Me Spinelli insiste sur la qualité de la signification qui permettra

L'obtention du certificat par l'autorité de l'état requis pour l'exécution. Ce règlement sera une avancée extrêmement importante pour notre profession et nous permettra d'offrir à nos clients un service rapide et efficace en matière d'exécution.

Me Menut reprend la parole pour donner les recommandations et les objectifs de l'Union européenne. Par ailleurs, s'agissant du Conseil de l'Europe, celui-ci dénonce la justice privée et souhaite un professionnel de l'exécution hautement qualifié tout en se préoccupant des conditions d'exercice de cette activité.

Me Leo Netten, vice-président de l'UIHJ, présente ensuite le recouvrement aux Pays-Bas qui

maintenant répond à la norme ISO 9000 et indique que ses confrères sont les spécialistes du recouvrement, qu'ils répondent à toutes les attentes de leurs clients, se chargent des factures et de la comptabilité, et que la prochaine étape sera l'internationalisation du recouvrement.

Me Isnard, abondant en son sens, insiste sur l'importance de créer un réseau international pour être compétitif, rapide et efficace, soulignant l'urgence de conquérir le marché du recouvrement. Il faut s'organiser en réseaux internationaux pour attirer les grands donneurs d'ordres, ceci étant une condition sine qua non de notre survie. Un débat sur les différents points abordés vient clôturer cette réunion.



Meeting of the European presidents of UIHJ

For the fourth year running, Mr Jacques Isnard, Chairman of the UIHJ, convened a meeting on 25/09/2003 at the headquarters of the French national chamber of bailiffs in Paris for the chairmen of the European members of the UIHJ

After thanking all the participants, Mr Isnard examined the events which have taken place since the Tunis conference and stressed the importance of the repercussions of this conference at international level.

2003 has been an eventful year, particularly in Germany which is experiencing historical events stemming from its decision to opt for a liberal status. Fundamental work is currently being carried out by chairman Gallo (who has recently been appointed at the head of the profession) and the German authorities with the support of the UIHJ in order to finalise the new status. We wish our friends all the very best in their new enterprise.

Mr Isnard congratulated Mr

Mignon on his reappointment as head of the Belgian chamber.

Regarding the international activities of the UIHJ, Mr Isnard referred to the importance of the hearing in the Council of Europe on the idea of creating a standard status for bailiffs and the standardisation of implementation measures.

The discussions that followed were expertly chaired by Francis Guépin, UIHJ member and former president of the French National chamber of bailiffs.

Electronic transmission

Questions have recently been raised at The Hague Conference by the CNUDSI (United Nations commission for

international commercial law) in order to

Identify the causes blocking the development of e-business. The issue of the electronic service of documents was naturally addressed. Our association cannot adhere to this new electronic service of documents method but it is in favour of an electronic transmission, in other words the dispatching of legal documents between central authorities or original entities by means of an electronic system.

For reasons of legal security, the physical service of documents must always be carried out by a bailiff. This is the idea which the UIHJ will be defending over the coming months with the support of our



American colleagues from the NAPPS. Contrary arrangements would deprive the person subject to the jurisdiction in question of professional advice. No to an electronic service of documents. Yes to the transmission of documents using this method.

Debt recovery symposium for early 2004

Chairman Isnard is particularly interested in a major project on the subject of debt recovery. He would like to organise recovery meetings at the beginning of 2004. We are aware of the importance of this matter which escapes bailiffs in certain countries but which is essential for our firms. We must learn from the experience of some of our European colleagues concerning matters which concern all professionals during this difficult period. Why should we defend a liberal status if it means that our profession will lose out? We must raise people's awareness in this respect. We are fortunate that our business is organised in the form of a network, which enables us to offer a service quality and responsiveness

which will help us to re-establish constant activity. Our understanding of the law and the situation in the field is irreplaceable.

Various European projects

The different European Union projects dealing with European construction in relation to justice were then examined. Mr Bernard

Menut, member of the UIHJ, spoke about the future European payment injunction, which will apply to undisputed credits. He then handed over to Mr Mathieu Chardon, who participated in a European Commission meeting on the application of the Council regulation 1348 of 29 May 2000. A report on the application of this regulation and the amendments

which could be made by the Commission is to be drawn up before 1 June 2004.

The UIHJ knows how important it is to amend certain articles of the regulation and in particular to reintroduce direct transmissions between professionals as stipulated in article IV of the agreement appended to the Brussels agreement of 27/09/1968 which is no longer valid.

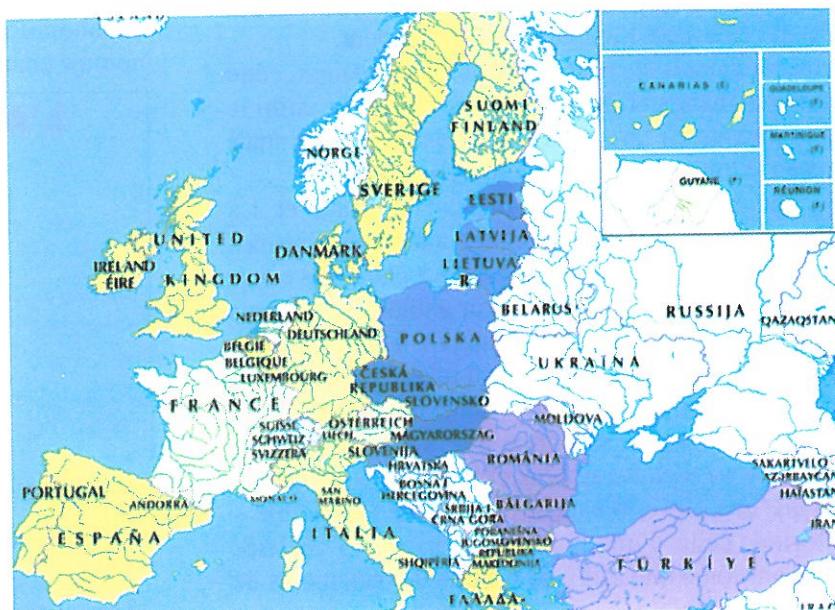
Another major project, the European enforceable title (EET), in which we have been involved for over ten years, was then presented by Mr Jean Paul Spinelli, member of the UIHJ. Reference was made to the history of the EET, the brainchild of the French bailiffs who devised the project at the French bailiff's conference in Bordeaux in 1992. The regulations which are to be enforced in 2004 will allow for the circulation between States without an exequatur on a definitive basis or with the acknowledgment of the debtor. Mr Spinelli emphasised the Quality of notification which allows for the issuance by the State authorities of a certificate required for enforcement. This regulation will represent extremely important progress for our profession and will

enable us to provide our customers with rapid, efficient service in terms of enforcement.

Mr Menut then spoke about the recommendations and objectives of the European Union. The Council of Europe denounces private justice and favours highly qualified enforcement professionals, but is nevertheless concerned about the conditions in which this activity is carried out.

Mr Leo Netten, vice chairman of the UIHJ, then presented the recovery procedure in the Netherlands which currently comply with the ISO 9000 standard and pointed out that his colleagues are recovery specialists, that they fulfil all their customers' requirements, deal with invoices and accounting and that the next stage will be the internationalisation of recovery.

Mr Isnard stressed the importance of setting up an international network in order to be competitive, rapid and efficient and emphasised the urgency of conquering the recovery market. It is important to organise an international network in order to attract leading principals; this is a prerequisite for our survival. The meeting closed with a discussion on the various points raised.





Congrès national des huissiers de justice allemands Stuttgart 15/16 mai 2002

148 à 3 ! Cela pourrait être le scor d'un match déséquilibré entre deux équipes de rugby !

Il est 17 h 45 à l'hôtel Steigenber Graf-Zeppelin de Stuttgart lorsque Winfried Pesch qui préside aux travaux du congrès des huissiers de Justice d'Allemagne martèle, une dernière fois, les termes de la résolution préparée par Horst Hesferberg, président de Rhénanie-Wesphalie, résolution qu'il se propose de soumettre aux représentants des seize lands d'Allemagne.

Aucune question, aucun commentaire ne viennent interrompre Winfried Pesch lorsqu'il prononce la dernière syllabe du texte ainsi conçu :

" le congrès,

" propose, que le système libéral de l'huissier de justice est à introduire en Allemagne en prenant toutes les initiatives utiles qui devront être conformes aux travaux qui ont été présentés ce jour et dont la teneur figure en annexe " ...

A la question qui est " POUR ? ", lancée par le président, l'espace d'un quart de seconde les 151 délégués retiennent leur souffle. Quand, tout à coup, avec un ensemble tout chorégraphique une forêt de cartons jaune-canari se lève, tenus du bout des doigts par la foule des votants.

Combien sont-ils 100 ? 120 ?

- Qui est " CONTRE ? " rajoute W. Pesch ?

Trois plaquettes, paraissant tout à coup bien jaunâtres, à peine discernables parmi la masse de l'assemblée, se détachent, là-bas, venant du fond de la salle.

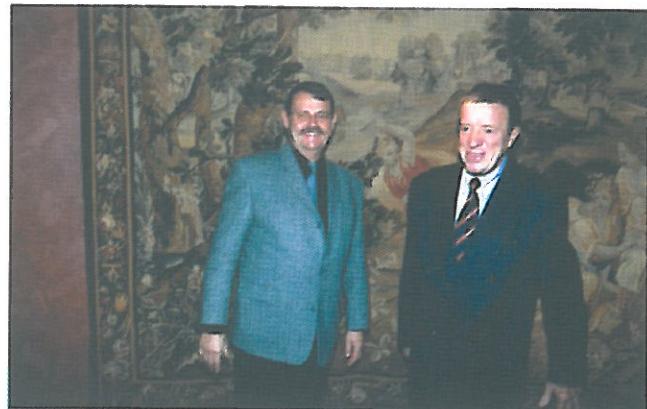
Le compte est simple conclut laconiquement W. Pesch: **la résolution est adoptée par 148 voix contre 3.**

Quelques dixièmes de secondes -ils ont paru une éternité- avant que chacun, regards tendus, visages figés, ne réalisent l'ampleur de l'événement.

Certes les calculs les plus objectifs s'accordaient, cette fois, après maints et maints échecs, à prévoir, enfin le succès du vote en faveur de la profession libérale mais de justesse, quelques voix seulement.

Bien sûr la ministre de la justice du Land et les différents présidents des chambres nationales voisines s'étaient, la matinée durant, évertués à plaider la cause de l'huissier de justice libéral. Leur enthousiasme, sans déchaîner les passions, avait semble-t-il, quelque peu sensibilisé l'auditoire. Mais quand même, rares étaient ceux qui auraient pu imaginer pareil dénouement.

Quelques dixièmes de secondes, d'un silence pesant, de celui qui vous tenaille au plus profond de vous-même, avant que ne s'élève, venant des rangs, une formidable Explosion, celle d'une ovation spontanée, orchestrée debout par toute une salle, au rythme de battements de



*Deux présidents allemands :
Eduard Beischall (à droite) et Hans Gallo (à gauche)
Two German presidents:
Eduard Beischall (right) and Hans Gallo (left)*

mains, intensément redoublés et que l'on aurait voulu interminables....

Eduard Beischall, lui aussi debout sur le podium, savoure c'est instant.

Il sait que ce résultat est une victoire, sa victoire.

Il est 17h47.

Deux minutes auront suffit à ramener les huissiers de justice allemands 92 ans plus tôt, au temps où ils étaient ce qu'ils vont redevenir, des huissiers de justice libéraux.

Deux minutes pour refaire l'histoire...

H. Gallo élu président de la Deutscher Gerichtsvollzieher bund.

A l'issue du congrès Me Hans Eckhard Gallo a été élu président de la D.G.V.B. Il succède au président Beischall.

La rédaction adresse ses plus vifs compliments au président Gallo et se réjouit que le président Beischall, appelé à faire valoir ses droits à la retraite, poursuive sa collaboration avec l'UIHJ, puisqu'il vient d'être nommé chargé de mission.

L'Allemagne en chiffres



Population : 82 millions d'habitants
Superficie : 356 854 Km² - Régime politique : république - Capitale : Berlin (3 500 000 habitants)
Langue officielle : l'allemand - Monnaie : l'euro





National congress of German bailiffs

Stuttgart 15/16 May 2002

148 to 3! This could be the score of an unequal match between two rugby teams!

But no!

It was 17.45 at the Hotel Steigenber Graf-Zeppelin in Stuttgart when Winfried Pesch who presided over the works of the congress hammered out for the last time the terms of the resolution prepared by Horst Hesferberg, President of the Land of Rhananie-Wesphalie, which he is proposing to submit to the representatives of the sixteen Lands of Germany.

Not one question or comment interrupted these remarks when Winfried Pesch stated the last syllable of the text:

"the congress,

"proposes,

"that the liberal system of bailiff is to be introduced into Germany by taking all useful initiatives which must comply with the work which has been presented today and whose contents are annexed hereto...".

To the question, who is "FOR" stated by the President, during a quarter of a second, the 151 delegates held their breath. When all of a sudden, a forest of canary yellow cards were firmly held up by the crowd of voters. How many were they - 100? - 120?

Who is "AGAINST" - asked W. Pesch?

Three cards, appearing all of a sudden to be extremely pale, hardly discernable among the mass of delegates, were held up at the back of the room.

The count is simple, concluded W. Pesch tersely: the **resolution has been adopted by 148 votes to 3.**

A few seconds passed - which seemed like an eternity - before everyone, strained faces here, stiff faces there, realized the immensity of the event.

It was true the most objective calculations were in agreement this time, after so many failures, finally on the success of the vote in favour of the liberal profession, but only just, by a few votes only.

Of course, the Minister of Justice of the Land and various presidents of neighbouring national chambers had been, during the entire morning, struggling to plead the cause of the liberal bailiff. Their enthusiasm, without raising a storm, had, it seems made the audience aware of the situation. Nevertheless, few people had imagined such a result.

A few seconds later, a long ovation of hand clapping rose from the ranks... spontaneously standing and filled with unbounded enthusiasm.

Eduard Beischall, standing on the podium, savoured this moment.

He realized that this result was a victory, his victory.

It was 17.47.

Only two minutes were necessary to bring German bailiffs 92 years earlier to the time when they were what they will become, liberal bailiffs.

Two minutes in which to change history.

H. Gallo elected President of the Deutscher Gerichtsvollzieher bund.

At the end of the congress, Mr. Hans Eckhard Gallo was elected President of the D.G.V.B. He succeeds President Beischall.

The editorial staff expresses its hearty congratulations to President Gallo and is very pleased that President Beischall who is about to validate his right to retirement has decided to pursue his collaboration with the UIHJ, in his capacity as official representative.

Germany in figures



Population: 82 millions inhabitants

Surface area: 356 854 Km²

Political regime: republic

Capital: Berlin (3 500 000 inhabitants)

Official language: German

Currency: euro



Intronisation des avoués exécutifs au Portugal : une naissance tant attendue !

Du 10 au 12 septembre ont eu lieu les cérémonies d'assermentation solennelle des 430 premiers avoués exécutifs devant les cours d'appel de Porto, de Coimbra, de Guimarães et d'Evora

Les nouveaux professionnels ont publiquement assumé devant les présidents respectifs de la Chambre des avoués et les autres invités leur engagement sur l'honneur d'exercer leurs fonctions conformément à la loi et aux statuts de la Chambre des avoués. Toutes les cérémonies étaient différentes, mais toutes ont permis de réaliser que cette simple assermentation tournait une page décisive du point de vue personnel pour la Chambre des avoués et la justice. Celeste Cardona, ministre de la Justice portugaise, a présidé la première cérémonie d'assermentation solennelle de 129 avoués exécutifs, organisée devant la cour d'appel de Porto. Tout en insistant sur le fait que ce nouveau personnage représentait " l'axe fondamental " de la réforme de l'action exécutive, la ministre de la justice a réaffirmé sa confiance en ces professionnels, en prédisant une " diminution rapide des dossiers en instance et de l'attente des recouvrements de dettes ".

A Coimbra, 61 avoués exécutifs ont été assermentés. Le même jour, à Guimarães, s'est tenue la troisième cérémonie. Devant le président de la cour d'appel, 68 avoués ont publiquement assumé l'engagement inhérent à leurs nouvelles fonctions. Le dernier jour réservé aux avoués exécutifs, la cour d'appel de Lisbonne a réuni 127 nouveaux professionnels en présence de João Mota Campos, secrétaire adjoint à la justice. En réitérant la volonté exprimée quelques jours plus tôt par la ministre de la justice, Mota Campos a réagi aux critiques de certains opérateurs judiciaires en



José Carlos Resende, premier président d'une nouvelle profession :

les Solicitadores de l'exécution

José Carlos Resende, first president of a new profession :
the Enforcement Solicitadores

affirmant que malgré les quelques problèmes constatés, un " grand effort a été fait pour l'application de la réforme de l'action exécutive ", que ce soit au niveau du ministère de la Justice ou de la Chambre des avoués. Finalement, 45 avoués exécutifs ont prêté serment à Evora.

L'Avoué exécutif

Au Portugal, l'augmentation de l'endettement des particuliers ou des entreprises atteint des niveaux alarmants et l'incapacité de régler les procédures civiles est au fil du temps devenue problématique. Le déficit des employés de justice, l'aggravation des conflits et l'augmentation des demandes se retrouvent dans la lenteur du système, avec tous les inconvénients et tous les préjudices que cela entraîne. Les chiffres du premier semestre 2003 sont éloquents : 171 000 exécutions " coincées " au niveau des tribunaux, représentant environ 50 % des actions totales. On attend d'ici la fin de l'année 342 000 " processos de

Execuçao ", soit une augmentation de 27,4 % par rapport à l'année précédente. La durée normale de ces procédures est d'environ 24 mois et la plupart concernent des décisions déjà prises en justice ou sont destinées à garantir l'exécution de celles-ci, ce qui montre l'urgence de la modification du système de recouvrement de dettes en vigueur dans notre pays. Compte tenu de la situation, le ministère de la Justice a décidé de mener à bien une réforme de l'action exécutive, qui est entrée en vigueur le 15 septembre dernier. Ce modèle est similaire à celui utilisé en France, en Belgique, aux Pays-Bas et dans d'autre pays européens. Il veut confier les tâches à caractère non judiciaire à des professionnels libéraux moyennant rémunération de l'Etat, afin que ceux-ci assurent la plus grande diligence et efficacité dans ces procédures dans les limites des règles déontologiques, d'une éthique et d'une discipline garanties par une association publique - la Chambre des avoués - et sous la

surveillance du juge et des intervenants dans la procédure.

Il est légitime d'affirmer que cette réforme représente une avancée importante pour le rapprochement de la loi valide et de la loi en vigueur, en sensibilisant les citoyens aux règles à respecter sous peine de sanctions graves. La réforme a revu toutes les procédures d'exécution, a limité leur caractère judiciaire et leur rigidité, et a rendu toute la procédure plus rapide et plus efficace. Il faut insister sur le fait que sa structure et ses objectifs ont suscité l'approbation de la grande majorité des partenaires judiciaires et des partis représentés au Parlement. Grâce aux innovations introduites, un nouvel opérateur judiciaire est né : l'agent exécutif. Il s'agit d'un avoué exécutif ou d'un employé judiciaire. Le premier est chargé d'assurer et de mettre en place les voies de procédure de l'exécution judiciaire ainsi que de garantir la réalisation des notifications diverses et des citations individuelles dans le cadre des procédures civiles. Le second assume les mêmes fonctions dans les procédures destinées au recouvrement des dettes concernant les frais judiciaires ou dans des circonscriptions où il n'existe aucun avoué exécutif. Précisons que pour devenir avoué exécutif, il faut être avoué, avoir une expérience professionnelle de 3 ans et avoir suivi avec succès un cours de spécialisation organisé par la Chambre des avoués, d'une durée moyenne de six mois. On a estimé tout d'abord que cette réforme impliquerait quelque 200 professionnels, ce qui ne serait pas dramatique, les Pays-Bas disposant par exemple de 300 huissiers de justice pour 16 millions d'habitants. 650 candidats se sont inscrits toutefois au premier cours. 600 d'entre eux ont suivi la formation jusqu'au bout, et 430

sont inscrits comme avoués exécutifs, couvrant 98 % du pays, à l'exception de quatre districts qui n'en sont pas pourvus. Les avoués exécutifs seront répartis sur 473 bureaux et nous comptons former cette année encore 100 nouveaux professionnels.

Quel changement apporte cette réforme ?

Dans la pratique, les procédures sont toujours présentées devant les tribunaux, par l'intermédiaire du mandataire, de l'avocat, de l'avoué (sans spécialisation exécutive) ou, dans les cas de sommes peu importantes, par l'exécuteur lui-même. C'est l'avoué exécutif qui se charge désormais des citations et d'une grande partie des notifications, qui enquête sur le patrimoine de l'exécuté, effectue les saisies nécessaires, organise la vente des biens, reçoit les sommes et procède aux paiements et aux

enregistrements nécessaires. Les avoués exécutifs disposent obligatoirement d'un compte bancaire intitulé "compte client de l'avoué exécutif" par où passent toutes les sommes résultant des "processos de execução", soumis au contrôle de la Chambre des avoués. Précisons que les avoués exécutifs assurent l'organisation de leurs services par le biais d'une application informatique à l'échelle nationale qui leur permet de normaliser progressivement les procédures et de limiter les obstacles bureaucratiques habituels. Nous sommes convaincus que nous réussirons à obtenir au Portugal, à l'instar des autres pays européens, un taux de réussite de près de 95 pour cent des "processos de execução", afin que les entreprises n'aient plus à faire de provisions intolérables pour les créances dites "irrécouvrables".





Ceremonies for the solemn swearing-in of enforcement solicitors

Between 10 and 12 September swearing-in ceremonies were held for the first 430 enforcement solicitors in the appropriate courts in Oporto, Coimbra, Guimaraes, Lisbon and Evora.

Between 10 and 12 September swearing-in ceremonies were held for the first 430 enforcement solicitors in the appropriate courts in Oporto, Coimbra, Guimaraes, Lisbon and Evora.

The new professionals will publicly assume the responsibility, before the respective presidents, directors of Chambers of Solicitors and other guests, of discharging their duties within the terms of the law and the Statute of the Chamber of Solicitors. All the ceremonies were different, but at every one it was felt that by this simple oath a new page was being turned both in personal terms and also for the Chamber of Solicitors and the Law.

Celeste Cardona, the Portuguese Minister of Justice, presided over the first oath-taking ceremony which took place in the Oporto High Court, where 129 enforcement solicitors were sworn in. There is no doubt that the new Minister is the "heart and soul" of executive action reform, and she reaffirmed the confidence placed in these new professionals, and she foresaw that within a short space of time there would be "a fall in the number of disputes and time spent recovering debts".

Sixty-one enforcement solicitors took the oath in Coimbra. A third ceremony took place in Guimaraes. Before the president of the High Court, 68 enforcement solicitors publicly took on the duties inherent to the new profession. On the final day devoted to the enforcement solicitors, the Lisbon High Court brought together 127 new professionals in the presence of Joao Mota Campos, Assistant Secretary of Justice. Repeating the

desire expressed days before by the Minister of Justice, Mota Campos reacted to the criticisms of some legal professionals, declaring that, despite the problems identified, a "great effort was being made to bring about the reform of executive action" both in respect of the Ministry of Justice, and the Chamber of Solicitors. Lastly, in Evora 45 enforcement solicitors were sworn in.

The enforcement solicitor

In Portugal the rise in debt levels, whether of private individuals or companies, is reaching alarming levels, and linked to the inability to resolve the civil cases arising, it has been for a long time a serious problem. The want of legal professionals, the increasing seriousness of the disputes and the increase in litigation have been reflected in the cumbersome nature of the system and all the disadvantages and prejudices arising there from. The figures for the first half of 2003 speak for themselves: 171,000 cases "clogging" the courts, amounting to around 50% of the total. 342,000 cases, which represents an increase of 27.4% over the previous year, are expected up to the end of the year. These cases typically last around 24 months and the majority are destined to execute decisions already taken by the Law or to ensure the fulfilment of executive instructions, which shows the urgency of the need to break with the debt recovery system installed in our country.

Faced with this situation, the Ministry of Justice decided to implement an executive action reform, which came into effect on



*An Enforcement Solicitadores taking oath in Evora
Prestation de serment d'un Solicitadores de l'exécution à Evora*

15 September. This model is similar to that used in France, Belgium, the Netherlands and other European countries. The contention is that tariffs which are not of a jurisdictional nature should be effected through liberal professionals who by means of a payment from the State, will guarantee maximum speed and efficiency in these cases within an ethical, moral and disciplinary framework which is supported by a public association - the Chamber of Solicitors, monitored by the judge and other professionals involved in the case.

This reform constitutes an important step in bringing valid law closer to law in force, reminding the population that there are rules to be obeyed, and if they are not, serious consequences will follow. The reform rebuilds all the case procedure of executive action, and reduces the jurisdictional nature and rigidity of the executive



processes, rendering the whole process faster and more efficient. It must be reiterated that its structure and objectives required a broad measure of consensus from legal professionals and from the parties in Parliament.

With the introduced innovations a new legal operator has been born: the executive agent. This may be a solicitor or legal functionary. The former strive to take responsibility for and press forward the legal executive formalities, and guarantee the implementation of notifications and personal summonses in civil cases. The latter perform the same functions in cases concerning the recovery of debts for legal costs, or in legal administrative districts where there are no enforcement solicitors.

It should be repeated that solicitors with 3 years of professional experience and who have taken a specialist course organised by the Chamber of Solicitors, of an average duration of 6 months, are eligible for the position of enforcement solicitor. Originally it was thought that the reform would start with around 200 professionals, which would not be too drastic, since the Netherlands, for example, have 300 enforcement solicitors for 16 million inhabitants. However, there were 650 candidates registered for the first course. Of these 600 finished the course and 430 were registered as enforcement solicitors, which guarantees 98% of national coverage with the exception of 4 districts where there were no solicitors. The enforcement solicitors are spread throughout 473 offices and it is expected that 100 new professionals will be trained this year.

What changes with the reform?

In practice, the cases will continue to be heard in courts, via attorneys, lawyers or solicitors (without enforcement specialisation) or



*Enforcement Solicitadores in Lisbon
Solicitadores de l'exécution à Lisbonne*

where the sums involved are small, by the executor himself.

It will be the enforcement solicitor who undertakes the summonses and most of the notifications, investigates the sued party, carries out the necessary seizures, organises the sale of goods, receives the money and proceeds with the necessary payments and lodgements.

The enforcement solicitor must have a bank account entitled the "enforcement solicitor client account", where he will lodge all the sums arising from the enforcement procedures subject to

the supervision of the Chamber of Solicitors. It should be pointed out that enforcement solicitors will undertake the organisation of their services through a national IT application, whereby they will be able to progressively adjust the procedure and ensure a reduction in the normal bureaucratic processes. We are convinced that in due course, in Portugal, as in other countries, the success rate of enforcement cases will approach 95%, meaning that it will no longer be necessary for companies to make expensive provisions for so-called "unrecoverable" debts.

Portugal in figures

Population : 10 millions inhabitants
 Surface : 91 985 Km²
 Political regime : Republic
 Capital : Lisbon (2 millions inhabitants)
 Official language : portuguese
 (only since 2001. Before that,
 portuguese was only the
 Spoken language)
 Currency : Euro



L'UIHJ prête à accueillir 100 000 huissiers de justice russes

A l'occasion du séminaire du Conseil de l'Europe qui s'est tenu à Saint-Pétersbourg début septembre 2003, Arcady Melnikov, vice-ministre de la justice et huissier en chef de la Fédération de Russie, a fait part de sa volonté de rejoindre sans délai l'UIHJ. Un grand succès pour la 4e mission du programme UE/Conseil de l'Europe pour la Russie avec l'aide d'experts membres de l'UIHJ

Dans le cadre du programme joint entre l'Union européenne et le Conseil de l'Europe pour renforcer les structures de la Fédération de Russie et introduire des réformes, commencé en octobre 2000 et dont les différentes missions vous ont été rapportées dans UIHJ Magazine , un séminaire s'est tenu à Saint-Pétersbourg des 8 au 10 septembre 2003 sur l'exécution des décisions de justice en matière civile et commerciale et sur le rapport d'évaluation qui a été préparé par deux experts du Conseil de l'Europe et membres de l'UIHJ : Mathieu Chardon, huissier de justice à Versailles (France), et John Marston, Sheriff's Officer à Walsall (Angleterre), président de l'association des Sheriff's Officers d'Angleterre et du Pays de Galle.

Cette mission était la quatrième du programme de coopération. Elle reflète, s'il était encore besoin de le prouver, l'excellence des relations qui sont entretenues entre le Conseil de l'Europe et l'UIHJ. Elle était, comme à l'accoutumée, savamment organisée et encadrée par Lee Hibbard, du Conseil de l'Europe. Outre Mathieu Chardon et John Marston, les experts du Conseil de l'Europe étaient Giacomo Oberto, magistrat à Turin (Italie) et Alan Uzelac, professeur de droit à l'Université de Zagreb (Croatie), deux autres experts bien connus du Conseil de l'Europe.

Un cadre prestigieux pour un séminaire de premier plan La prestigieuse ville de Saint-Pétersbourg, dont on fête cette année le tricentenaire et dont président Poutine est originaire, constituait le cadre idéal pour accueillir ce séminaire où il était question de l'avenir des huissiers de justice du plus vaste pays au monde. Une cinquantaine de hauts représentants de la profession des différents Oblasts , du monde judiciaire et du ministère de la justice étaient présents.

M. Hibbard a rappelé dans son introduction la nécessité pour la Fédération de Russie de renforcer l'efficacité de l'exécution des décisions de justice, en application de la 3e résolution de la 24e conférence des ministres européens de la justice qui s'est tenue à Moscou les 4 et 5 octobre 2001, et conformément à l'article 6.1 de Convention européenne des droits de l'homme.

Les thèmes abordés concernaient les pratiques et les récents développements législatifs relatifs à l'exécution des décisions de justice dans la Fédération de Russie.



**M. Arcady Melnikov,
vice-ministre de la Justice
et huissier en chef de la
Fédération de Russie**

**M. Arcady Melnikov,
vice-minister of Justice
and Chief Bailiff of the
Russian Federation**

Les nouvelles réformes ont été présentées aux experts du Conseil de l'Europe. Des tables rondes ont permis un échange très riche d'informations sur le rôle des huissiers au sein des institutions judiciaires de la Fédération de Russie et des autres Etats européens, en particulier la France, l'Angleterre et le pays de Galle, l'Italie et la Croatie. Il a également été question de l'exécution des décisions à travers le monde et de l'exécution dans le domaine de la propriété intellectuelle.

A l'issue des trois jours du séminaire, un second plan d'action a été mis en place par les experts du Conseil de l'Europe pour venir en aide aux huissiers de justice russes. Ce plan concerne à la fois les procédures d'exécution et les méthodes relatives à l'exécution des décisions de justice : ventes aux enchères, recherche des informations sur le patrimoine des débiteurs, formation des huissiers de justice, nouvelles technologies, échanges d'informations avec les huissiers de justice d'autres pays. Des visites dans plusieurs pays sont également envisagées afin que les huissiers de justice Russes puissent voir leurs homologues au travail.

Il y a actuellement environ 45 000 huissiers de justice en Russie alors qu'il en avait 30 000 il y a tout juste un an et que l'objectif à atteindre pour les prochaines années est de 100 000 pour l'ensemble du territoire. Environ 30% des huissiers sont armés et attachés au



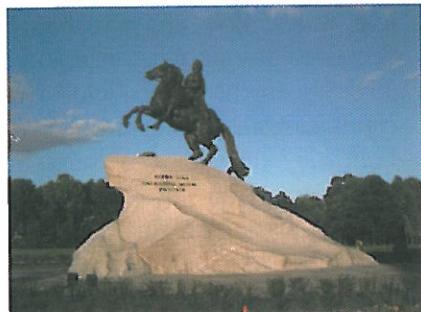


MM. Alan Uzelac, Mathieu Chardon, Arcady Melnikov, Lee Hibbard, Giacomo Oberto et John Marston

MM. Alan Uzelac, Mathieu Chardon, Arcady Melnikov, Lee Hibbard, Giacomo Oberto and John Marston

service des audiences. En cas de besoin, ils peuvent venir en aide aux autres huissiers, non armés, et chargés de l'exécution des décisions de justice. Les huissiers de justice russes sont fonctionnaires et sont rattachés au ministère de la justice.

La situation matérielle est au cœur des réformes envisagées, avec notamment un projet de loi pour accorder plus de priviléges aux huissiers de justice parmi lesquels des aides au logement ou pour la santé, afin de rendre plus attrayante la profession pour les candidats. L'indépendance des huissiers est également l'un des objectifs que s'est fixé la Fédération de Russie et, s'il n'est aujourd'hui plus d'actualité de mettre en place une profession libérale, cette idée n'est pour autant pas abandonnée et reste présente dans les esprits. M. Melnikov estime en effet qu'après l'effondrement du bloc soviétique, le temps n'est pas encore venu d'abandonner complètement les pratiques issues de l'époque socialiste et qu'une période transitoire est nécessaire, au cours de laquelle l'Etat doit continuer à jouer un rôle prépondérant. Une formation de haut niveau est également un autre objectif fondamental pour renforcer l'efficacité de l'exécution des décisions de justice. Il a été indiqué que 25% des huissiers de justice ont actuellement un niveau de formation élevé et que tous les huissiers se devaient à terme d'atteindre ce niveau.



*La Statue de Pierre le Grand, fondateur de Saint-Pétersbourg
The statue of Peter the Great, Founder of St-Petersburg*

Parmi les réformes concernant les fonctions de nos confrères russes, ont été traités des thèmes d'actualité comme la recherche des informations sur les biens des débiteurs, les ventes aux enchères ou encore la gestion des débiteurs d'un point de vue psychologique.

L'UIHJ : une fenêtre sur l'Europe

Ce séminaire a également permis de cimenter les contacts au plus haut niveau avec les hauts représentants du ministère de la justice de la Fédération de Russie. MM. Melnikov et Churilov (vice huissier en chef de la Fédération de Russie) ont manifesté leur plus grand intérêt à rejoindre l'UIHJ. Pour M. Churilov, l'UIHJ est une fenêtre sur l'Europe, pour reprendre une expression chère au plus célèbre pétersbourgeois, Pierre le Grand. L'UIHJ permet, comme le fait remarquer très justement M. Churilov, d'avoir accès aux informations et constitue un vaste réservoir de rencontres et d'expériences.

Jamais l'intérêt suscité par l'UIHJ n'a été aussi manifeste qu'au cours de ce séminaire. M. Melnikov a déclaré qu'il désirait organiser prochainement une rencontre entre le ministre de la justice de la Fédération de Russie et Jacques Isnard, président de l'UIHJ, à Moscou début janvier 2004, pour conclure les modalités de l'entrée de la Fédération de Russie au sein de l'UIHJ.

Le président Isnard s'est déclaré très satisfait de cette décision de la Fédération de Russie et se tient prêt à se rendre en Russie pour rencontrer le ministre de la justice.

UIHJ Magazine vous tiendra naturellement informé de l'évolution de ce grand dossier.

La Fédération de Russie en chiffres

Population : 144 400 000 d'habitants

Superficie : 17 075 400 Km². De Kaliningrad au détroit de Béring, la Russie s'étend sur 10 000 Km ; des îles Severnaïa Zemlia (îles des Terres du Nord) à la frontière chinoise, sur 3 500 Km.

Régime politique : république

Capitale : Moscou (plus de 9 millions d'habitants)

Langue officielle : russe

Monnaie : le rouble





The UIHJ prepares to welcome 100,000 Russian bailiffs

During the Council of Europe seminar held in Saint Petersburg in early September 2003, Arcady Melnikov, Vice-Minister of Justice and chief bailiff of the Russian Federation, expressed his wish to join the UIHJ as soon as possible. A major success for the 4th mission of the EU/Council of Europe programme for Russia with the help of experts and members of the UIHJ.

As part of the joint programme between the European Union and the Council of Europe to reinforce the structures of the Russian Federation and to introduce reforms, which got under way in October 2000 and for which the various missions have been covered in UIHJ magazine , a seminar was held in St Petersburg from 8th to 10th September 2003 concerning the enforcement of legal decisions in civil and commercial matters and concerning the assessment report prepared by two experts from the Council of Europe and members of the UIHJ: Mathieu Chardon, bailiff in Versailles (France) and John Marston, Sheriff's Officer in Walsall (England), President of the Association of Sheriff's Officers of England and Wales.

This mission was the fourth as part of the co-operation programme, it demonstrates (as if proof were still needed) the excellent quality of the relations existing between the Council of Europe and the UIHJ. As is usual now, it was brilliantly organised and managed by Lee Hibbard of the Council of Europe. Apart from Mathieu Chardon and John Marston, the experts from the Council of Europe were Giacomo Oberto, magistrate in Turin (Italy) and Alan Uzelac, professor in law at the University of Zagreb (Croatia), two other well-known experts of the Council of Europe.

A prestigious setting for a leading seminar

The prestigious city of St Petersburg, which this year celebrated its 300th anniversary and which is the home town of President Putin, provided the perfect setting for the hosting of this seminar, at which the subject for discussion was the future of bailiffs in the world's largest countries. Some 50 senior representatives of the profession from the various Oblasts , from the legal establishment and from the Ministry of Justice were present.

During his speech, Mr Hibbard reminded everyone of the need for the Russian Federation to boost the effectiveness of the enforcement of legal decisions, in application of the third resolution of the 24th conference of European justice ministers held in



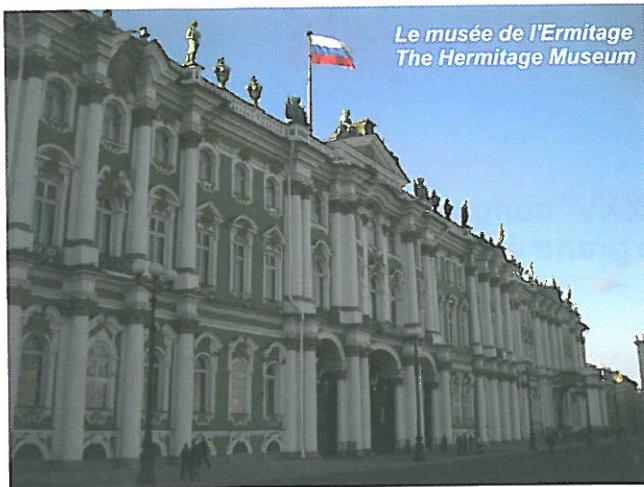
*The Council of Europe with Arcady Melnikov
and representatives of the Ministry of Justice
Les Experts du Conseil de l'Europe avec Arcady Melnikov
et des représentants du ministère de la Justice*

Moscow on 4th and 5th October 2001, and in compliance with article 6.1 of the European Convention on Human Rights.

The themes covered concerned the practices and recent legislative developments with regard to the enforcement of legal decisions within the Russian Federation. The new reforms were presented to the experts of the Council of Europe. Round-table discussions made it possible to enjoy a comprehensive dialogue including a great deal of information concerning the role of bailiffs within the judicial institutions of the Russian Federation and other European states, particularly France, England and Wales, Italy and Croatia. The enforcement of decisions around the world and the implementation of enforcement in the field of intellectual property rights were also discussed.

Following three days of seminars, a second action plan was set up by the experts of the Council of Europe to assist the Russian bailiffs. This plan covers both the enforcement procedures and methods concerning the enforcement of legal





decisions including sale by auction, seeking information concerning debtors' assets, the training of bailiffs, new technology, and exchanges of information with bailiffs in other countries. Visits to several countries were also envisaged in order that the Russian bailiffs could see their counterparts at work.

There are approximately 45,000 bailiffs in Russia compared to 30,000 a year ago and the objective is to reach 100,000 for the whole country during the coming years. Approximately 30% of the bailiffs are armed and attached to the Hearings Department. If necessary, they can be called to the aid of other unarmed bailiffs and given the task of enforcing legal decisions. The Russian bailiffs are civil servants and are attached to the Ministry of Justice.

The material situation is central to the planned reforms, with among other things a draft law aimed at giving greater privileges to bailiffs including housing or health assistance in order to make this profession more attractive to candidates. The independence of the bailiffs is also one of the objectives set by the Russian Federation and even if there are no plans at the moment to set up independent bailiffs, this idea has certainly not been abandoned and is very much in mind. Indeed, Mr Melnikov considers that following the collapse of the Soviet bloc, the time has not yet come to completely abandon practices derived from the socialist era and that a transitional period is necessary during which the State must continue to play a preponderant role. Top-level training is also another fundamental objective in

order to reinforce the effectiveness of the enforcement of legal decisions. It has been indicated that 25% of bailiffs currently have a high level of training and that all bailiffs should eventually reach this level.

Among the reforms concerning the functions carried out by our Russian colleagues, topical themes were examined such as seeking information on debtors' assets, sale at auction or the handling of debtors from a psychological point of view.

The UIHJ: a window looking out onto Europe

This seminar also made it possible to develop contacts at the highest level with senior representatives of the Ministry of Justice for the Russian Federation. Mr Melnikov and Mr Churilov (Vice-Bailiff in Chief for the Russian Federation) showed great interest in joining the UIHJ. As Mr Churilov saw it, the UIHJ is a window looking out onto Europe, to use the expression dear to the famous son of St Petersburg: Peter the Great. As Mr Churilov so rightly pointed out, the UIHJ makes it possible to have access to information and constitutes a vast pool of contacts and experience.

Never before has the interest generated by the UIHJ been so great as during this seminar. Mr Melnikov stated that he would like to shortly organise a meeting between the Minister of Justice of the Russian Federation and Jacques Isnard, President of the UIHJ in Moscow in early January 2004, to discuss the details for the Russian Federation to join the UIHJ.

President Isnard has added that he is very pleased with this decision from the Russian Federation and is ready to head to Russia to meet the Minister of Justice.

UIHJ magazine will naturally keep you informed of developments with this major project.

The Russian Federation in figures

Population: 144 400 000 inhabitants (8.6 inhabitants per square kilometre)

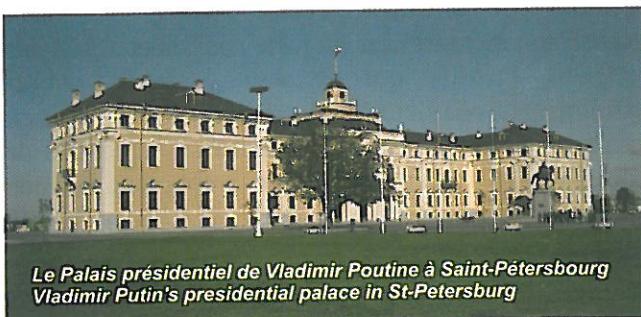
Surface area: 17 075 400 km². From Kaliningrad to the Bering Strait, Russia is spread across more than 10,000 kilometres, from the Severnaya Zemlia Islands (islands of the North Land) to the Chinese border it spans 3500 kilometres.

Political system: republic

Capital: Moscow (more than 9 million inhabitants)

Official language: Russian

Currency: the rouble





Les huissiers de justice français et l'immobilier

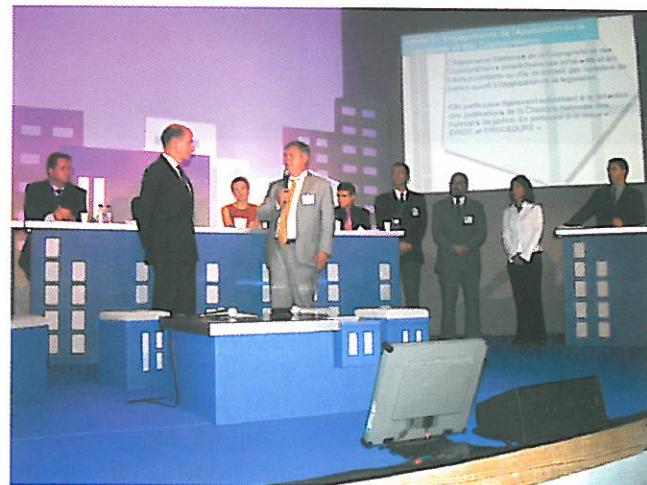
C'est dans l'île de beauté que s'est déroulé le XXV^e congrès national des huissiers de justice français. L'UIHJ était présente pour ce grand événement, sur scène et dans la salle

Tous les deux ans, la chambre nationale des huissiers de justice français organise un grand congrès national. Cette année, c'est la Corse qui était à l'honneur. Ajaccio, ville natale de Napoléon, a en effet accueilli du 1er au 3 octobre 2003 un grand nombre d'huissiers de justice français et des représentants du monde judiciaire autour du thème : " L'immeuble équitable : contributions préventives pour de nouveaux équilibres immobiliers ".

Redonner une dimension humaine à l'immobilier

Dans son discours inaugural, Me Jean-Claude Belot, président de la Chambre nationale des huissiers de justice, a précisé que le thème du congrès venait d'une réflexion sur le service que l'huissier de justice était en mesure d'apporter en matière immobilière, à partir du constat suivant : le citoyen est trop souvent démunie face à la complexité d'un bon nombre de situations aussi courantes que la construction ou la copropriété. Me Alain Bighelli, président de la Chambre interdépartementale des huissiers de justice de la Corse, a brillamment évoqué l'histoire de l'île et de ses quelques 8 700 Km², 1 000 Km de côte et 260 000 habitants. Il a indiqué que l'heure était venue de redéfinir dans une dimension humaine les rapports entre l'homme et l'immobilier. M. Marc Guillaume, directeur des Affaires civiles et du Sceau, s'est réjoui de la présence d'autant de magistrats autour des huissiers de justice, confirmant la grande coopération entre les acteurs du monde judiciaire. Il a rappelé que le droit immobilier était un thème cher au ministre de la justice, lequel avait entrepris en la matière cinq grands chantiers en France.

**Jean-Claude Belot,
président de la
Chambre nationale
des huissiers
de justice de France
President of the
French National
chamber of bailiffs**



**Le président Belot et l'équipe du congrès d'Ajaccio
The president Belot with the Ajaccio conference team**

L'équipe du congrès était expertement dirigée par son rapporteur général, Bernard Ray, huissier de justice à Dompierre sur Besbre, assisté de deux rapporteurs de commission, Jean-Christophe Dupuy, huissier de justice à Angoulême (pour les risques immobiliers structurels) et Marc Donnez, huissier de justice à Boulogne sur Mer (pour les risques immobiliers fonctionnels).

L'huissier de justice au cœur de l'immeuble équitable

Le congrès s'est déroulé au rythme de trois temps forts. Tout d'abord, l'huissier de justice a été placé au cœur de la prévention. Il a été question de la meilleure façon de garantir la connaissance de l'immeuble bâti avec la Fiche d'identité du logement individuel (FILI) et de la protection de l'immeuble à bâtir avec l'appel d'offres privé et la construction de maisons individuelles.

Ensuite, l'huissier de justice a été placé au cœur des relations personnelles. L'équipe nous a savamment exposé comment trouver un juste apaisement dans des rapports locatifs qui peuvent parfois s'avérer extrêmement conflictuels - les huissiers de justice en savent quelque chose. Il a également été proposé de consolider les petites copropriétés, avec notamment une assistance qui serait offerte aux syndics bénévoles par les huissiers de justice.



Enfin, l'huissier de justice a été placé au cœur du droit. Les travaux ont conduit à la réaffirmation du droit de propriété, avec la reprise judiciaire des logements abandonnés. En France, la procédure d'expulsion est très encadrée. Elle s'applique même lorsque le logement a été abandonné. Cela conduit à augmenter considérablement et inutilement les délais avant qu'un propriétaire puisse récupérer son logement. Il a également été proposé d'humaniser l'exécution immobilière, par la saisie immobilière par déclaration.

Une présence remarquée de l'UIHJ

Nul doute que toutes ces idées nouvelles constituent autant de pistes de réflexion qui seront développées en France, mais également peut-être au-delà de ses frontières. La France, toujours soucieuse du domaine international, voulait en effet donner un cadre supra national aux travaux. Les congressistes ont ainsi remarqué sur scène la présence de trois membres bien connus de l'UIHJ qui ont participé aux travaux en apportant leur point de vue et leur expertise sur les différentes questions abordées. Il ne s'agissait pas moins que de Leo Netten, Gerechtsdeurwaarder à Tilburg (Pays-bas), 1er vice-président de l'UIHJ, de Roderick MacPherson, Messenger at Arms et Sheriff Officer (Ecosse) et rapporteur général du Congrès de Tunis, et de José Carlos Resende, président de la Chambre nationale des Solicitadores du Portugal.

Dans la salle, l'UIHJ était représentée par son président, Jacques Isnard et par son secrétaire, Bernard Menut. Jacques Isnard a constaté que le congrès avait rassemblé beaucoup de monde : " C'est une grosse surprise de voir



*Alain Bighelli, président de la Chambre interdépartementale des huissiers de justice de la Corse
President of the inter departmental Chamber of bailiffs of Corsica*

que la profession se soit mobilisée sur un thème aussi centralisateur et aussi porteur d'avenir, avec une grande qualité dans la présentation et les différentes interventions ". Notre président a conclu en estimant qu'il y a beaucoup de schémas qui sont ouverts au travers des propositions qui sont faites par les rapporteurs et il s'est déclaré très satisfait des travaux.



La France en chiffres

Population : 60 700 000 habitants
Superficie : 550 000 Km² Régime politique : république
Capitale : Paris (1 million d'habitants)
Langue officielle : français
Monnaie : l'euro



French bailiffs and the property sector

The 26th National Conference of French bailiffs was held in Corsica. The UIHJ was present for this major event both on stage and among the audience

Every two years, the French National Chamber of Bailiffs organises a major national conference. This time, the setting was Corsica, "the island of beauty". Ajaccio, the birthplace of Napoleon, hosted a large number of French bailiffs and representatives from the legal community from 1st October to 3rd October 2003 for this event focusing on the theme of: "Equitable property: preventive contributions for new balances in real estate".

Bringing a human dimension to real-estate

In his opening speech, Mr Jean-Claude Belot, President of the French National Chamber of Bailiffs, explained that the theme of the conference was the result of a great deal of thought being given to the service that the bailiff is able to provide in property matters, based on the following observation: the citizen is all too often powerless faced with the complexity of a large number of everyday situations such as construction or joint ownership. Mr Alain Bighelli, President of the Interdepartmental Chamber of Bailiffs of Corsica, provided a superb overview of the history of the island and its 8700 square kilometres, 1000 kilometres of coastline and 260,000 inhabitants. He explained that the time has come to redefine the relationship between man and property, giving it a human dimension. Mr Marc Guillaume, Director



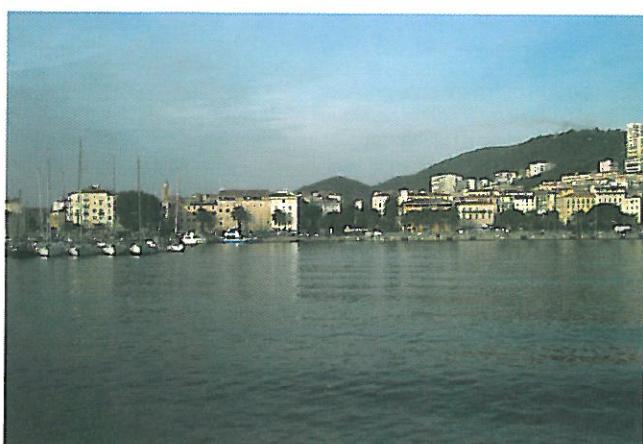
José Carlos Resende, président des Solicitadores du Portugal de l'exécution et Marc Donnez, rapporteur général adjoint du congrès José Carlos Resende, president of the Enforcement solicitadores of Portugal and Marc Donnez, vice-chairman of the Ajaccio conference

of Civil Affairs and Justice, expressed his delight at the presence of so many magistrates along with the bailiffs, confirming the high-level co-operation between the key players in the legal world. He reminded everyone that property law was a theme very dear to the Ministry of Justice, who had initiated five major projects in France in this field. The conference team was expertly managed by its general reporters, Bernard Ray, bailiff in Dompierre sur Besbre, France, assisted by two committee reporters, Jean-Christophe Dupuy, bailiff in Angoulême, France, (for structural property risks) and Marc Donnez, bailiff in Boulogne sur Mer, France (for operational property risks).

The role of the bailiff in equitable property law

The conference was organised around three main features. Firstly, the bailiffs' role involves prevention.

Ways have been sought to find the best means of guaranteeing knowledge of the erected building with the individual accommodation identity sheet (or "FILI") and the protection of the building to be erected with private tenders and the construction of individual homes.



*L'arrivée au port d'Ajaccio
The arrival at the port of Ajaccio*

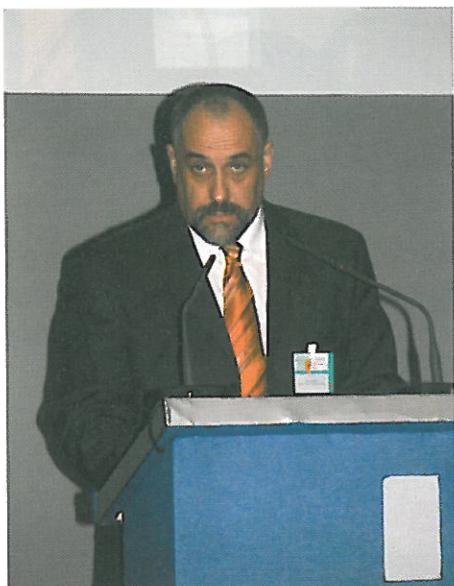


Next, the bailiffs' role involves interpersonal relations. The team skilfully explained how to find a fair settlement in property or accommodation related cases which may sometimes turn out to be extremely conflict-prone, as all bailiffs know too well! It was also proposed that small co-owned units should be grouped together, particularly via assistance which would be offered to voluntary property syndicates by the bailiffs.

Finally, the bailiff's role involves of the law. Work carried out has led to property law being reaffirmed, with the legal seizure of abandoned properties. In France, the eviction procedure is very highly regulated. This applies even when the property has been abandoned. As a result, this considerably and unnecessarily increases the amount of time needed for an owner to recover his property. It has also been proposed that property-related enforcement should be made somewhat more human via the seizure of property by declaration.

High profile of UIHJ

Without a doubt all of these new ideas together offer valuable areas for thought which will be developed further in France, but perhaps also beyond its borders. Indeed, as France is always aware of the international context, it also wished to provide an international aspect to this work. Conference visitors will therefore have noted the presence on stage of three well-known members of the UIHJ who participated in the work and offered their viewpoints and expertise concerning the various issues raised. These were Leo Netten, Gerechtsdeurwaarder in Tilburg (the Netherlands), first Vice-President of the UIHJ,



*Bernard Ray, rapporteur général
du congrès d'Ajaccio
chairman of the Ajaccio conference*

Roderick MacPherson, Messenger at Arms and Sheriff's Officer (Scotland) and general reporter of the Tunis Conference, and José Carlos Resende, President of the National Chamber of Solicitadores of Portugal.

In the room, the UIHJ was represented by its president, Jacques Isnard and by its secretary Bernard Menut. Jacques Isnard noted that the conference had brought together a large number of people: "It was a great surprise to see the profession turn out in such large numbers for such a central and promising theme, with high quality presentation and speeches." Our president concluded that in his opinion a large number of possible areas for progress are open to us via the propositions made by the reporters and added that he was very pleased with the work carried out.



France in figures

Population: 60 700 000 inhabitants
Surface area: 550 000 km²
Political system: republic
Capital: Paris (1 million inhabitants)
The official language: French
Currency: the euro



Synthèse de l'audition par le Conseil de l'Europe d'une délégation de l'UIHJ Strasbourg - 20 mai 2003

Une délégation du bureau de l'Union internationale des huissiers de justice (UIHJ), composée de Jacques Isnard, président, Leo Netten, 1er vice-président, et de Bernard Menut, secrétaire du bureau, a été auditionnée par le Conseil de l'Europe le 20 mai 2003



Le Conseil de l'Europe à Strasbourg (France)
 The Council of Europe in Strasbourg (France)

Cette rencontre faisait suite aux observations faites par l'UIHJ concernant les travaux du Conseil de l'Europe sur :

- le projet de recommandations sur l'exécution et son projet d'exposé des motifs, rendu public par le Conseil de l'Europe (CJ-EJ (2002) 18 add I Final et CDCJ (2002) 30 Add I Final),
- le projet d'exposé des motifs de la recommandation du comité des ministres aux Etats membres sur l'exécution des décisions administratives et juridictionnelles dans le domaine du droit administratif (CJ-DA (2002) 2 rev 2 du 27 janvier 2003 et (CJ-DA 2002 6 du 6 janvier 2003).

Des échanges avec les représentants des différents pays composant le Conseil de l'Europe, les points suivants ont émergé, sur lesquels il est apparu nécessaire de faire la synthèse.

1. Union internationale des huissiers de justice - rayonnement à travers le monde

Une très large majorité des pays membres du Conseil de l'Europe comporte une représentation au sein de l'UIHJ, et notamment de nombreux pays d'Europe de l'Est ou issus de l'éclatement de l'Union soviétique. L'UIHJ regroupe les associations nationales ou chambres nationales d'huissier de justice, qu'il s'agisse de professionnels libéraux ou de fonctionnaires, de près de 60 pays dans le monde.

Une coopération s'est établie entre l'UIHJ et le Conseil de l'Europe, qui fait appel à certains de ses membres pour mener des actions d'expertises dans divers pays. C'est ainsi que des experts, membres de l'UIHJ, ont accompli récemment des missions en Albanie, Bulgarie, Géorgie, Moldavie, Russie.

L'UIHJ est disposée à poursuivre de façon soutenue, sa collaboration avec le Conseil de l'Europe, et fournir le soutien de ses experts pour aider au développement des objectifs du Conseil de l'Europe.

La rencontre du 20 mai 2003 a permis aux représentants des pays composant le Conseil de l'Europe de mieux connaître l'UIHJ, afin de faire appel à son expertise en matière d'efficacité de la justice et de l'exécution des décisions de justice.

Dans le prolongement de cette rencontre, Malte a souhaité la venue très rapide, à La Valette, d'une délégation de l'UIHJ pour mener une mission d'évaluation.

Sur d'autres continents que l'Europe, l'UIHJ intensifie ses démarches au sein du continent africain où elle est massivement représentée, mais aussi dans le continent sud-américain qui connaît un fort besoin dans les domaines de compétence de l'UIHJ.

2. Statut de l'huissier de justice

L'UIHJ milite pour un statut libéral de l'huissier de justice dans le monde, statut qui s'avère indispensable pour la mise en œuvre d'un système judiciaire fiable, équitable et performant. Par ailleurs, l'UIHJ œuvre pour l'harmonisation des missions des huissiers de justice, notamment en Europe, et elle souhaite la création d'un huissier de justice européen.

L'UIHJ considère que ce n'est que grâce au statut libéral que l'on parviendra à l'harmonisation d'un statut au sein de l'Europe.

Le caractère libéral de la fonction, qui existe dans de nombreux pays, doit prévaloir sur le statut d'agent fonctionnaire. En effet, l'UIHJ considère que le statut libéral



apporte plus de valeur ajoutée que le statut fonctionnaire.

L'huissier fonctionnaire dépend de sa hiérarchie, et dans certains pays, elle est si pesante, qu'elle donne des ordres pour l'exécution des décisions de justice, ce qui est inacceptable dans un Etat de droit.

Généralement, l'huissier fonctionnaire est sous la tutelle de deux ministères (justice et finance), ce qui ne contribue pas à faciliter ses missions. Enfin, l'évolution de la carrière de l'huissier fonctionnaire peut le conduire à manquer d'indépendance.

En outre, le maintien d'un corps important d'huissiers fonctionnaires dans les Etats se heurte aux contraintes budgétaires strictes. Les Etats souhaitent alléger les charges financières engendrées par la fonction publique, et le passage au statut libéral est une source notable d'économie des fonds publics pour les Etats.

Le statut libéral induit l'indépendance et la responsabilité, et l'huissier de justice est par conséquent responsable pénalement et civilement. Il est indépendant de son client dès lors qu'il est juriste, et responsable, et il refusera de prêter son concours si la mission demandée est illégale. L'huissier de justice doit avoir la responsabilité de la conduite des mesures d'exécution, en toute indépendance, notamment par rapport au juge, mais il sera soumis au contrôle de ce dernier.

La responsabilité de l'huissier de justice doit être engagée lorsqu'il transgresse les deux principes fondamentaux qui doivent guider son action, à savoir

- La proportionnalité des actions par rapport à ce qui se révèle nécessaire,
- L'objectivité dans la mise en œuvre de ses missions

3. Formation des huissiers de justice

L'UIHJ milite pour un haut niveau de formation juridique des huissiers de justice dans le monde, facteur de sécurité juridique et donc de stabilité. C'est ainsi que l'huissier de justice doit avoir, dans les pays où ce n'est pas encore le cas, le même niveau de formation que le juge et l'avocat. En effet, avec ces derniers, il constitue les trois maillons nécessaires et indispensables du procès (le juge tranche, l'avocat représente, l'huissier de justice exécute les décisions).

Pour parvenir à cet objectif, l'UIHJ organise ou collabore à de multiples séminaires, colloques et à la mise en place d'écoles de formation dans les pays où elle est implantée. C'est ainsi, qu'en Afrique, dans les pays de la zone OHADA, elle organise annuellement plusieurs actions pour la formation des huissiers de justice africains. Il en est de même dans les pays de l'Est de l'Europe, (ex : Hongrie, etc.) où les besoins en terme d'harmonisation sont importants.

Des actions similaires se déroulent ou seront mises en place avec les pays du Maghreb (Tunisie, Maroc et Algérie).

4. Discipline et contrôle

Les missions de l'huissier de justice sont d'une telle importance qu'elles doivent répondre à des normes qualitatives de très haut niveau. Cela passe, en complément de la formation, par un contrôle éthique et une discipline des membres qui exercent cette profession.

L'UIHJ préconise un contrôle à deux niveaux

- Au niveau professionnel : un comité de discipline et d'éthique, composé de membres de la profession d'huissier de justice, qui exerce un contrôle disciplinaire et d'éthique sur les membres de la profession, avec un arsenal de sanctions adaptées. Dans un concept libéral, cette règle d'

disciplinaire et d'éthique doit être appliquée avec rigueur.

- Au niveau extra professionnel : pour les cas plus graves de transgression des règles professionnelles et d'éthique, un juge doit être chargé de sanctionner, en tant que de besoin, les comportements des professionnels qui ne respectent pas les règles ou leur déontologie. Ces sanctions peuvent aller jusqu'à écarter définitivement un professionnel de l'activité.

Le justiciable qui s'estime lésé par une action de l'huissier de justice, qui résulterait d'une faute de ce dernier, doit avoir un accès direct aux organes de discipline et de contrôle.

5. Moyens d'information du justiciable: Signification ou notification

L'information du justiciable est essentielle pour remplir les conditions d'un procès équitable. Aussi, l'UIHJ milite pour une information complète, sécurisée, rapide et de qualité.

L'UIHJ considère que cette information ne peut se faire que par la rencontre physique entre l'huissier de justice et le justiciable, grâce à la signification des documents et actes judiciaires, par préférence à la notification, qui est la remise de ces documents par voie postale.

La signification permet à l'huissier de justice de compléter l'information du justiciable, en l'orientant et en lui donnant les conseils nécessaires, sans toutefois empiéter sur les compétences naturelles de représentation dévolues à l'avocat.

La notification au contraire ne permet pas à l'agent postal qui en est chargé, de fournir la moindre information sur le document, puisqu'il ignore le contenu de celui-ci. En outre, l'avis de réception ne permet pas d'identifier avec



précision, même en présence d'une signature, la personne qui a reçu l'information. De plus, l'avis de réception n'est pas toujours retourné en temps utile. Enfin, il est impossible de savoir si le justiciable a bien compris l'information dont il a été destinataire.

La signification par l'agent judiciaire qui en est chargé, l'huissier de justice, permet d'expliquer avec précision au juge les conditions de la remise des documents au destinataire, permettant ainsi au juge de savoir si les conditions d'un procès équitable sont remplies, et si les droits de la défense ont été respectés. Ceci est essentiel, dans le cadre de la transmission des actes d'un pays à

un autre, si l'on veut supprimer le frein que représente l'exequatur.

6. Conclusion

L'information du justiciable ainsi qu'une exécution rapide et équitable des décisions de justice sont deux priorités de l'action de l'UIHJ. Aussi, cette dernière ne peut que se réjouir de toute avancée dans ce sens.

Les propositions du Conseil de l'Europe constituent des solutions intéressantes, mais insuffisantes. En effet, elles se limitent, selon l'UIHJ, à un catalogue peu exhaustif et qui ne prend pas assez en compte les différences de culture et de législation des pays de l'Europe.

Par ailleurs, l'UIHJ aurait souhaité

que les propositions du Conseil de l'Europe aillent dans le sens d'une plus grande harmonisation, et de la mise en place d'un véritable statut de l'huissier de justice européen libéral, gage d'une justice efficace, rapide, sûre et équilibrée.

Enfin, l'UIHJ rappelle qu'elle est et demeure prête à coopérer avec le Conseil de l'Europe, sur toutes questions d'ordre juridique concernant la justice et les décisions judiciaires en général, et les huissiers de justice en particulier. L'UIHJ répondra favorablement à toute demande de consultation, d'audition ou d'expertise dans ces domaines.



Report on the hearing of a delegation of UIHJ by the Council of Europe



A delegation of the Board of the International Union of Bailiffs (UIHJ), consisting of Jacques Isnard, President, Leo Netten, 1st vice-president and Bernard Menut, Secretary of the board, was auditioned by the Council of Europe on May 20, 2003

This meeting was a follow up to the observations made by the UIHJ concerning the works of the Council of Europe on

- the draft recommendations on enforcement and its project of exposed reasons, made public by the Council of Europe (Cj-ej (2002) 18 add I Final and CDCJ (2002) 30 Final Add I), - the project of a preamble for the recommendation of the committee of the ministers to the Member States on enforcement of administrative and jurisdictional decisions in the field of the administrative law (Cj-da (2002) 2 rev 2 of January 27, 2003 and (Cj-da 2002 6 of January 6, 2003).

The following points emerged from exchanges with representatives of the various countries which compose the Council of Europe, on which it appeared necessary to make the synthesis.

1. International Association of Judicial officers - Influence throughout the world

Most member States of the Council of Europe have a representation within the UIHJ, in particular many countries of Eastern Europe or resulting from the fall of the Soviet Union. The UIHJ gathers national associations or national chambers of bailiff, which are liberal professionals or civil servants, in

almost 60 countries in the world. A co-operation was established between the UIHJ and the Council of Europe, which calls upon some of its members to take actions of expertises in various countries. Thus experts, members of the UIHJ, recently achieved missions in Albania, Bulgaria, Georgia, Moldavia and Russia.

The UIHJ stands ready to continue, in a supportive way, its collaboration with the Council of Europe, and to provide the support of its experts to contribute to the development of the objectives of the Council of Europe.

The meeting held on May 20, 2003



allowed the representatives of countries composing the Council of Europe to get more acquainted with the UIHJ, in order to call upon its expertise as regards effectiveness of justice and enforcement of judgments. In prolongation of this meeting, MALTA wished that the delegation of UIHJ visit LA VALETTE to carry out an assessment report.

On continents other than Europe, the UIHJ has intensified its relation within the African continent where it is massively represented, but also in the South American continent, which is aware of a strong need of expertise from the UIHJ.

2. Statute of the bailiff

The UIHJ supports the liberal statute of bailiffs in the world, which prove to be essential for the implementation of a reliable legal system, fair and powerful.

In addition, the UIHJ works for the harmonization of the enforcement agent's missions, in particular in Europe, and it wishes the creation of a European bailiff.

Thus, the UIHJ considers that it is only with a liberal statute that the harmonization of a statute across Europe will be reached.

The liberal character of the function, which exists in many countries, must prevail on the statute of a civil servant agent. Indeed, the UIHJ considers that the liberal statute brings more added value than the civil servant statute. The bailiff, as civil servant, depends on his hierarchy which, in certain countries, is so strict, that it gives way to enforcement of court decisions that are unacceptable in a State of right. Generally, the civil servant bailiff is under the supervision of two ministries (justice and finance) that does not help to facilitate its missions. Lastly, the evolution of the career

of the civil servant bailiff can lead to a lack of independence.

Furthermore, the maintenance of a significant body of civil servants bailiffs in States runs up against strict budgetary constraints. States wish to reduce the financial expenses generated by the public office and the change to a liberal statute is a known source of savings for the public funds of States.

The liberal statute induces independence and liability, and the Bailiff is consequently responsible criminally and legally. He is independent towards his client since he is a jurist, he is liable, and he will refuse to act if the requested mission appears to be illegal. The bailiff must have the responsibility for the control of the enforcement, in total independence, in particular to the judge, providing it will be subjected to the control of the latter. The liability of the bailiff must be engaged when he transgresses the two fundamental principles, which must guide his action, namely Proportionality of the actions compared to what appears necessary,

- Objectivity in the implementation of its missions

3. Training of bailiffs

The UIHJ favours a high legal training level of bailiffs in the world, which leads to legal safety and thus stability. The bailiff must have, in countries where it is not yet the case, the same level of training as judges and lawyers. Indeed, with the above, they form the three necessary and essential links of the lawsuit (the judge decides, the lawyer represents, the bailiff carries out the enforcement of the decisions).

To reach this objective, the UIHJ organizes, or collaborates to, numerous seminars, conferences, and deals with the creation of

training schools in the countries where it is established. It is the case in Africa, in the countries of the OHADA zone, where it annually organizes several actions for the training of African bailiffs.

This also applies with eastern European countries (e.g. Hungary, etc.), where the needs in terms of harmonization are significant. Similar actions are taking place in, or will be set up with, the Maghreb countries (Tunisia, Morocco and Algeria).

4. Discipline and control

The bailiff's missions are so important that they must meet a very high level of quality standards. This goes, in addition with training, with an ethical control and with the discipline of the members who perform this function.

The UIHJ recommends a control on two levels

- At a professional level: an ethical and disciplinary committee, composed of bailiffs who have disciplinary and ethical control on other members of the profession, with an array of adapted sanctions. In a liberal concept, this disciplinary and ethical rule must be strictly applied

- At an extra professional level: for the more serious cases of transgression of professional and ethical rules, a judge must be empowered to sanction, as needed, the wrong doings of the professionals who do not comply with ethical rules. These sanctions should include the right to prevent the guilty bailiff from practicing his profession for life.

The plaintiff, who estimates he was injured by an action of a bailiff, which could result from a fault of the latter, must have direct access to the bodies of discipline and control.





Le Conseil de l'Europe
à Strasbourg (France)
The Council of Europe
in Strasbourg (France)

5. Means of information of the person concerned: service of documents or notification

Information to the parties is essential to comply with the conditions of fair trial. Therefore, the UIHJ advocates for complete, secured, fast and quality information.

The UIHJ considers that this information can only be achieved with the physical encounter between the bailiff and the concerned party, through the service of judicial documents, as opposed to notifications, which are the serving of these documents by post.

The personal service of documents allows the bailiff to give information to the party it is addressed to, to direct him and to give him the correct advice, without however encroaching on natural competences of representation that are reserved to lawyers.

The notification, on the contrary, does not make it possible for the postal agent in charge to provide any information on the document, since he is unaware of its content. Furthermore, the notice of receipt

does not make it possible to identify with precision, even in the presence of a signature, the person who received the information. In addition, the notice of receipt is not always turned over in good time. Moreover, it is impossible to know whether the party who the document is addressed to, clearly understood the information it contained or not.

The service of documents by a legal agent, i.e. a bailiff, makes it possible to explain with precision to the judge the conditions of the handing-over of the documents to the concerned party, thus making it possible for the judge to know if the conditions of a fair lawsuit are met. And if the rights of defence were respected. This is essential, within the framework of the transmission of documents from a country to another, if one wants to lighten the weight that the exequatur represents.

6. Conclusion

Information of parties, as well as a fast and fair enforcement of court decisions, are two main priorities for the UIHJ. Therefore, any move

in that direction is seen as utterly positive.

The proposals of the Council of Europe constitute an interesting but not sufficient solution. In that respect, for the UIHJ, they are reduced to a limited catalogue, which does not take into account the Differences of culture and legislation in the European countries.

In addition, the UIHJ would have wished that the proposals of the Council of Europe would have gone in the direction of a greater harmonization with the set up of a true statute of the liberal European bailiff, pledge of an effective, fast, reliable and balanced justice.

In conclusion, the UIHJ reminds that it is and remains ready to cooperate with the Council of Europe, on all questions of a legal nature concerning justice and the court orders in general, and bailiffs in particular. The UIHJ will answer favourably to any request for consultation, hearing or expertise in these fields.

